



LES EXTRÊMES DROITES EN EUROPE : LE RETOUR ?

Avec le soutien de la Fondation de la Résistance



Les Cahiers du CEVIPOF

Avril 2011 n° **53**



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

LES EXTRÊMES DROITES EN EUROPE : LE RETOUR ?

Actes du Colloque du 5 novembre 2010

PASCAL PERRINEAU

Directeur du CEVIPOF

ANDREAS PANTAZOPOULOS

Maître de conférences, Université Aristote de Thessalonique

MICHAËL MINKENBERG

Professeur, Europa Universität Viadrina Frankfurt/Oder

PIERO IGNAZI

Professeur, Université de Bologne

Avec le soutien de la Fondation de la Résistance



SOMMAIRE

L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE : LE RETOUR DU FRONT NATIONAL (PASCAL PERRINEAU)	5
QUE S'EST-IL PASSÉ DE 2009 à 2010 ?	6
UN FN EN VOIE DE RÉNOVATION ?	8
POSTFACE	11
BIBLIOGRAPHIE.....	12
LA NORMALISATION AMBIGUË DE L'EXTRÊME DROITE GRECQUE (LAOS) DANS UN CONTEXTE DE CRISE DE REPRÉSENTATION (ANDREAS PANTAZOPOULOS).....	17
LES CONDITIONS DE L'ÉMERGENCE DE LA NOUVELLE EXTRÊME DROITE GRECQUE	18
CONSTITUTION IDÉOLOGIQUE ET SOCIOLOGIQUE	21
LA CRISE DE LA REPRÉSENTATION ET LA NORMALISATION AMBIGUË.....	23
UNE HYPOTHÈSE DE TRAVAIL	30
LE RETOUR DU PASSÉ ? LA DROITE RADICALE EN EUROPE DE L'EST AUJOURD'HUI (MICHAËL MINKENBERG)	33
LA DROITE RADICALE DANS LES PECO : UN ENVIRONNEMENT PARTICULIER	38
CARACTÉRISTIQUES HISTORIQUES ET CULTURELLES : NATION-BUILDING ET NATIONALISME	42
MODERNISATION ET CHANGEMENT DE RÉGIME	45
MODERNISATION ET STRUCTURES DE CLIVAGE	47
LA DROITE RADICALE DANS LES DÉMOCRATIES D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE APRÈS 1989 : UNE ÉVALUATION ANALYTIQUE	49
CONCLUSION	54
BIBLIOGRAPHIE.....	56
LES PARTIS D'EXTRÊME DROITE EN EUROPE DE L'OUEST (PIERO IGNAZI)	59
BIBLIOGRAPHIE.....	78
Déjà parus	82

L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE : LE RETOUR DU FRONT NATIONAL

PASCAL PERRINEAU

Parler, fin 2010, de l'extrême droite en France, c'est avant tout parler du Front national (FN) et de sa capacité d'influence électorale après un quart de siècle de présence électorale constante et significative (Cf. tableau 1). D'ailleurs, d'un point de vue strictement politique, le phénomène du FN dépasse la seule question de l'extrême droite : interrogés par l'IFOP du 16 au 17 septembre 2010, 3 % seulement des Français se situent à l'extrême droite de l'échiquier politique. Seuls 34 % des sympathisants du FN se positionnent à l'extrême droite, 28 % choisissant le « ni gauche, ni droite », 16 % la gauche, 12 % la droite et 9 % le centre¹. Grâce au FN, l'extrême droite est sortie, en 1984, de la marginalité et de l'anonymat et elle n'a toujours pas, vingt-six années plus tard, quitté la scène politique. Aux dernières élections régionales de mars 2010, les listes d'extrême droite ont attiré 2 397 069 électeurs. 93 % de ceux-ci ont choisi des listes du FN. Hors FN, l'extrême droite française reste tout à fait marginale. 2 223 800 électeurs ont voté en faveur de listes du Front national au premier tour des élections régionales de mars 2010. Ce n'est certes pas un des meilleurs niveaux atteints par le FN en plus d'un quart de siècle d'existence électorale, c'est même le plus faible nombre d'électeurs jamais attiré par le FN lors d'élections régionales (Cf. tableau 2) mais 2010 marque un retour à « l'existence politique » pour un courant qui était en voie de marginalisation à l'issue des européennes de juin 2009 (1 091 691 voix). En moins d'un an, le Front national a réussi à « reprendre pied » et à doubler ou

¹ Sondage IFOP pour *France Soir*, « L'auto-positionnement des français sur l'axe gauche-droite », enquête réalisée du 16 au 17 septembre 2010 auprès d'un échantillon de 965 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

presque son poids électoral : + 1 132 109 électeurs. Une analyse des 43 élections cantonales partielles qui se sont déroulées entre le 1^{er} septembre 2009 et le 1^{er} août 2010 laisse découvrir un FN fragilisé (4,11 % des suffrages exprimés contre 5,9 % lors des cantonales de 1988 et 11,3 % lors des cantonales de 2004) mais, ramené aux quinze cantons où il était effectivement présent, le niveau du FN est plus élevé et atteint 8,5 %².

QUE S'EST-IL PASSÉ DE 2009 à 2010 ?

Lorsqu'on regarde une carte de la dynamique du FN des européennes de juin 2009 au premier tour des régionales de mars 2010 (Cf. carte 2), on est frappé de constater que, sauf de très rares exceptions, la croissance du FN est particulièrement vigoureuse à l'est d'une ligne Le Havre-Montpellier (Cf. cartes 1 et 2).

C'est dans cette France orientale que le FN connaît des poussées sensiblement supérieures à sa croissance nationale (+ 5,27 %). On retrouve dans ces terres tous les bastions du FN florissant des deux décennies qui ont couru du milieu des années 1980 au milieu des années 2000 ainsi que les départements où la dynamique de Nicolas Sarkozy avait été particulièrement forte lors des deux tours de l'élection présidentielle de 2007 (Cf. carte 1). Le FN a récupéré une partie de son électorat traditionnel et certaines « brebis égarées » du lepénisme qui avaient rejoint le troupeau sarkozyste ont fait défection. Le FN plonge des racines fortes dans une France marquée par les grandes concentrations urbaines, l'insécurité, l'immigration mais surtout la crise économique et sociale. Dans nombre de régions où le chômage est important et/ou le taux de pauvreté élevé, le FN connaît une dynamique forte (Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Champagne-Ardenne, Gard, Loire, Moselle...). C'est sur ce terrain du « vote de crise » que prospère électoralement le FN, même s'il connaît des concurrences quant à l'expression de ce désarroi : l'abstention et la gauche. Les terres où le FN

² Jean-Jacques Urvoas, « Ce que les élections partielles révèlent pour 2012 », *Note de la Fondation Jean Jaurès*, n° 63, 7 septembre 2010, 15 p.

est de retour sont aussi souvent des terres où l'abstention est élevée. Nombre d'électeurs plus ou moins proches du FN peuvent préférer la protestation abstentionniste à celle qui s'exprime dans les urnes. Mais aussi, le réenracinement du FN dans les couches populaires contribue à éroder la dynamique de reconquête de la gauche dans ces milieux : plus la dynamique du FN est forte, plus celle de la gauche historique (de l'extrême gauche au PS) diminue (tableau 3). Certes, la droite modérée perd beaucoup dans les terres de la très forte dynamique du FN mais ses pertes sont également sévères dans les départements où le FN ne progresse que très faiblement. La question de l'extrême droite n'est pas seulement une question politique posée à la droite, elle est aussi une question sociale posée à la gauche. L'examen des données du sondage *Opinionway* réalisé le 14 mars 2010 auprès d'un gros échantillon de 9342 personnes va dans le même sens : en milieu ouvrier, le FN est le deuxième parti avec 19 % des ouvriers ayant choisi des listes du FN, 27 % des listes du PS, 17 % des listes de l'UMP. Le FN atteint un niveau d'influence électorale supérieur à sa moyenne nationale chez les hommes (13 %), les jeunes (12 % chez les 18-24 ans), les 35-49 ans (15 %), les chômeurs (16 %), les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (12 %), les employés (15 %) et les ouvriers (19 %). On retrouve ainsi les grands « fondamentaux » de la sociologie de l'électorat frontiste. Politiquement, tout en gardant le noyau dur qui lui restait aux européennes de juin 2009 (en 2010, 90 % des électeurs frontistes de 2009 ont voté pour des listes du FN), le FN a capté nombre d'abstentionnistes (16 % des abstentionnistes de 2009 ont voté pour des listes du FN) mais il est aussi allé pêcher des électeurs tous azimuts : 15 % des électeurs souverainistes qui avaient choisi les listes Libertas en 2009, 6 % de ceux qui s'étaient tournés vers le Front de gauche, 4 % de ceux qui avaient voté en faveur de l'extrême gauche, 4 % de ceux qui avaient rejoint les listes de l'UMP. Par rapport à l'élection présidentielle de 2007, 8 % des électeurs de Nicolas Sarkozy ont voté en faveur des listes régionales du FN. C'est, quantitativement, le courant électoral le plus important fourni au regain du FN en 2010. La reconquête des électeurs frontistes qui avaient rallié Sarkozy en 2007 est entamée, elle n'est pas cependant aboutie. Nombre d'électeurs de Nicolas Sarkozy se sont abstenus aux régionales : 50 % de son électorat a boudé les urnes (43 %

seulement de celui de Ségolène Royal) même si l'abstention est encore plus importante dans l'électorat lepéniste de 2007 (57 %).

Ce descellement de la base des électeurs frontistes ralliés à Nicolas Sarkozy en 2007 a été provoqué par une déception de nombre de ces électeurs surpris par le nouveau cours de l'exercice du pouvoir présidentiel initié dès fin 2007, par les entraves mises par la crise économique à l'effectuation des promesses liées à la progression du pouvoir d'achat, au « travailler plus pour gagner plus », à la libération de la croissance ou encore à la régression du chômage. Ces « ralliés au sarkozysme » ont pu également avoir l'impression que davantage de signaux étaient envoyés à la gauche de la majorité qu'à sa droite et ce n'est pas un débat tardif, hâtivement organisé autour de l'identité nationale, qui pouvait les persuader du contraire. En même temps que l'offre politique de Nicolas Sarkozy évoluait sous les contraintes de l'exercice du pouvoir et d'une crise économique et financière sans précédent, l'offre politique du lepénisme connaissait des réaménagements.

UN FN EN VOIE DE RÉNOVATION ?

La retraite du vieux leader du FN est annoncée et la relève politique autour de sa fille est enclenchée. Dès 2008, Jean-Marie Le Pen avait dit qu'il faudrait des « circonstances exceptionnelles » pour qu'il soit à nouveau candidat en 2012. La succession était ainsi ouverte et sa fille, vice-présidente du parti depuis le congrès de novembre 2007, a pu explicitement postuler à la succession. Implantée électoralement depuis 2007 dans le Pas-de-Calais, Marine Le Pen a également entamé un processus d'évolution de l'image frontiste où, tout en renforçant la figure d'un parti populaire implanté au cœur des difficultés économiques et sociales liées à la crise et à la globalisation, elle a tenté de mettre en scène un discours exempt de références sulfureuses à la seconde guerre mondiale et à ses drames, jouant de références au discours républicain (laïcité, patriotisme) et renforçant la composante culturelle et non ethnique du discours identitaire (dénonciation de l'islamisation, du bilinguisme). Indépendamment de ces

évolutions, elle garde cependant les ressorts classiques du discours national-populiste tel qu'il a été mis en place par son père et où le populisme, comme l'écrit Pierre-André Taguieff, est « à la fois protestataire (au nom des "petits" contre les "gros") et identitaire (l'appel au peuple se fixant sur l'identité ethnonationale supposée menacée de destruction ou de souillure) »³. En dépit de ces efforts de « lifting politique », le FN reste un parti très largement impopulaire : 13 % seulement de Français en ont une bonne opinion en septembre 2010 (SOFRÈS, *Figaro Magazine*). En dépit des thèses développées sur l'acceptabilité croissante du FN, l'idée d'une entrée de personnalités du FN au gouvernement est rejetée par la quasi-totalité des Français (81 %) et par plus des trois-quarts (76 %) des sympathisants de droite (Sondage BVA/Matinale de Canal+, 23 septembre 2010). Seules 9 % de personnes interrogées souhaitent, en novembre 2010, que Jean-Marie Le Pen joue un rôle important au cours des mois et des années à venir. Mais la fille du vieux leader, Marine Le Pen, fait mieux : 16 % souhaitent « lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ». L'avantage comparatif en termes d'influence électorale de la fille par rapport au père n'est pas encore évident en mars 2010 (CSA, *Grazia*) : seuls 11 % de Français considèrent qu'elle « ferait une bonne Présidente de la République ». Elle retrouve les bases sociales et géographiques du FN historique : 17 % des employés, 14 % des ouvriers, 17 % des chômeurs, 24 % des personnes vivant dans les régions du nord de la France, 19 % de celles vivant dans l'est, pensent ainsi. Enfin, jaugée dans un sondage d'intention de vote pour une élection présidentielle à la mi-octobre 2010 (IFOP pour *la Lettre de l'Opinion*, 12-14 octobre 2010), Marine Le Pen fait pour l'instant mieux que son père en 2007 (10,4 %) : elle est créditée de 14 % des intentions de vote loin derrière Martine Aubry (25 %) et Nicolas Sarkozy (26 %) mais nettement devant François Bayrou (8,5 %) et Dominique de Villepin (7 %). Son profil reste proche du profil habituel des électeurs frontistes. 19 % des moins de 35 ans, 20 % des 50-64 ans, 28 % des ouvriers mais aussi 26 % des professions intermédiaires déclarent aujourd'hui une intention de vote en sa faveur. Les très jeunes (7 % chez les 18-24 ans), les personnes âgées (6 % chez les 65 ans et plus), les cols blancs

³ Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste : de l'archaïque au médiatique*, Paris, Berg International, 2002.

(4 % chez les cadres supérieurs et professions libérales) ne semblent pas très séduits par le « nouveau cours » initié par Marine Le Pen. L'extension électorale qui pourrait être liée à une certaine « dédiablement » de la prétendante à la succession n'est pas encore sensible mais la fille de Jean-Marie Le Pen semble montrer sa capacité à reconquérir une partie de l'influence électorale que son père avait perdue depuis 2007.

En tout cas, la future candidate frontiste est une « empêcheuse de tourner en rond »⁴ pouvant rendre plus difficile l'agrégation des voix de droite. Le sensible regain électorale des régionales ne doit pas cacher les difficultés du FN dans les mois et les années à venir. Celui-ci a perdu un nombre important de conseillers régionaux (de 156 en 2004, ils sont tombés à 118 en 2010). Cette quarantaine d'élus régionaux peuvent manquer au futur candidat frontiste lorsqu'il devra partir à la recherche des 500 signatures d'élus locaux nécessaires pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle. D'autre part, la guerre de succession, larvée jusqu'alors, est maintenant explicitement ouverte depuis que le bureau politique du FN a décidé le 12 avril dernier que le successeur de Jean-Marie Le Pen à la tête du parti serait désigné lors du prochain congrès des 15 et 16 janvier 2011. Même si Marine Le Pen et Bruno Gollnisch affirment le contraire, on sait que les débats peuvent vite tourner à l'aigre au sein du FN et prendre l'allure de déchirements fratricides. Ceux-ci laissent alors des traces bien au-delà de l'appareil. Déjà en 1998, l'affrontement entre Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen avait profondément déstabilisé l'électorat. Enfin, la succession, réussie ou non, laissera dans l'ombre la redoutable figure du commandeur qu'est Jean-Marie Le Pen.

⁴ Dans la perspective d'un second tour entre Martine Aubry et Nicolas Sarkozy ou Dominique Strauss-Kahn et Nicolas Sarkozy, les intentions de report de voix des électeurs ayant choisi Marine Le Pen au premier tour sont mauvais à droite : 45 à 47% seulement déclarent choisir Nicolas Sarkozy, 37 à 39 % choisissent la gauche, 14 à 18 % l'abstention (*SOFRES/Le Nouvel Observateur*, 20-21 août 2010).

POSTFACE

Cependant, la succession réussie du congrès de Tours (15-16 janvier 2011) et l'inflexion sensible du discours et des références, portée par la nouvelle présidente du FN, ont changé la donne politique. En avril 2011, 25 % des personnes interrogées souhaitent que Marine Le Pen joue un rôle important au cours des mois et des années à venir, ils n'étaient que 18 % en septembre 2010. De nombreux sondages d'intentions de vote la créditent de niveaux (17 à 19 % pour la SOFRÈS en février 2011) qui lui permettent de jouer éventuellement la « trouble-fête » d'un second tour d'élection présidentielle. Cette dynamique électorale retrouvée est confirmée par les élections cantonales des 20 et 27 mars 2011 qui ont vu les candidats du FN rassembler 19,2 % des suffrages dans les cantons où ils étaient présents au premier tour et connaître une poussée de plus de dix points entre les deux tours là où ils étaient en lice au second tour. Comme le dit Piero Ignazi, en France comme dans nombre de pays européens, « l'extrême droite connaît une nouvelle progression due à son récent aggiornamento ».

BIBLIOGRAPHIE

- Fourquet (Jérôme), « L'érosion électorale du lepénisme », Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote de rupture : les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp. 213-234.
- Perrineau (Pascal), *Le Symptôme Le Pen : radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997, 259 p.
- Perrineau (Pascal), "The Extreme Right in Europe", Pascal Perrineau, Luc Rouban (eds), *Politics in France and in Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, pp. 235-255.
- Perrineau (Pascal), « Front national : un regain de vitalité fragile », *Le Figaro*, page Études politiques Figaro-CEVIPOF, 4 mai 2010, p. 18.
- Perrineau (Pascal), « La percée du Front national », *Marianne, L'Histoire*, hors série, juillet-août 2010, pp. 80-85.
- Taguieff (Pierre-André), *L'Illusion populiste : de l'archaïque au médiatique*, Paris, Berg International, 2002, 182 p.
- Taguieff (Pierre-André) (dir.), *Le Retour du populisme : un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004, 196 p.

Tableau 1. Tableau général des suffrages d'extrême droite sous la V^e République (France entière*)

	Élections	Suffrages extrême droite	% inscrits	% exprimés
1958	Législatives (1 ^{er} tour)	526 644	1,8	2,6
1962	Référendum (Accords d'Évian)	1 809 074	6,6	9,2
1962	Législatives (1 ^{er} tour)	139 200	0,5	0,8
1965	Présidentielle (1 ^{er} tour)	1 260 208	4,4	5,2
1967	Législatives (1 ^{er} tour)	124 862	0,4	0,6
1968	Législatives (1 ^{er} tour)	18 933	0,1	0,1
1973	Législatives (1 ^{er} tour)	122 498	0,4	0,5
1974	Présidentielle (1 ^{er} tour)	190 921	0,6	0,7
1978	Législatives (1 ^{er} tour)	210 761	0,6	0,8
1979	Européennes	265 911	0,8	1,3
1981	Législatives (1 ^{er} tour)	71 345	0,2	0,3
1984	Européennes	2 227 837	6	11
1986	Législatives	2 727 870	7,3	9,7
1986	Régionales	2 682 654	7,2	9,6
1988	Présidentielle (1 ^{er} tour)	4 375 894	11,5	14,4
1988	Législatives (1 ^{er} tour)	2 391 973	6,3	9,8
1989	Européennes	2 154 005	5,7	11,9
1992	Régionales	3 423 176	9	13,8
1993	Législatives (1 ^{er} tour)	3 229 462	8,3	12,7
1994	Européennes	2 050 086	5,2	10,5
1995	Présidentielle (1 ^{er} tour)	4 656 107	11,6	15,3
1997	Législatives (1 ^{er} tour)	3 827 544	9,7	15
1998	Régionales	3 297 209	8,4	15,1
1999	Européennes	1 568 315	3,9	9
2002	Présidentielle (1 ^{er} tour)	5 471 739	13,3	19,2
2002	Présidentielle (2 ^{ème} tour)	5 525 032	13,4	17,8
2002	Législatives (1 ^{er} tour)	3 215 354	7,8	12,5
2004	Régionales	3 913 240	9,5	16,1
2004	Européennes	1 738 553	4,2	12,7
2007	Présidentielle (1 ^{er} tour)	3 834 530	8,6	10,4
2007	Législatives (1 ^{er} tour)	1 218 260	2,8	4,7
2009	Européennes	1 178 744	2,7	6,8
2010	Régionales	2 397 069	5,5	12,3

* Ces suffrages comprennent ceux de l'ensemble des candidats de l'extrême droite (poujadistes, Alliance républicaine puis, après 1972, Front national et autres petites formations : PFN, FON, POE, MNR, PDF, etc.)

Tableau 2. Le Front national dans les élections régionales de 1986 à 2010 (premier tour)

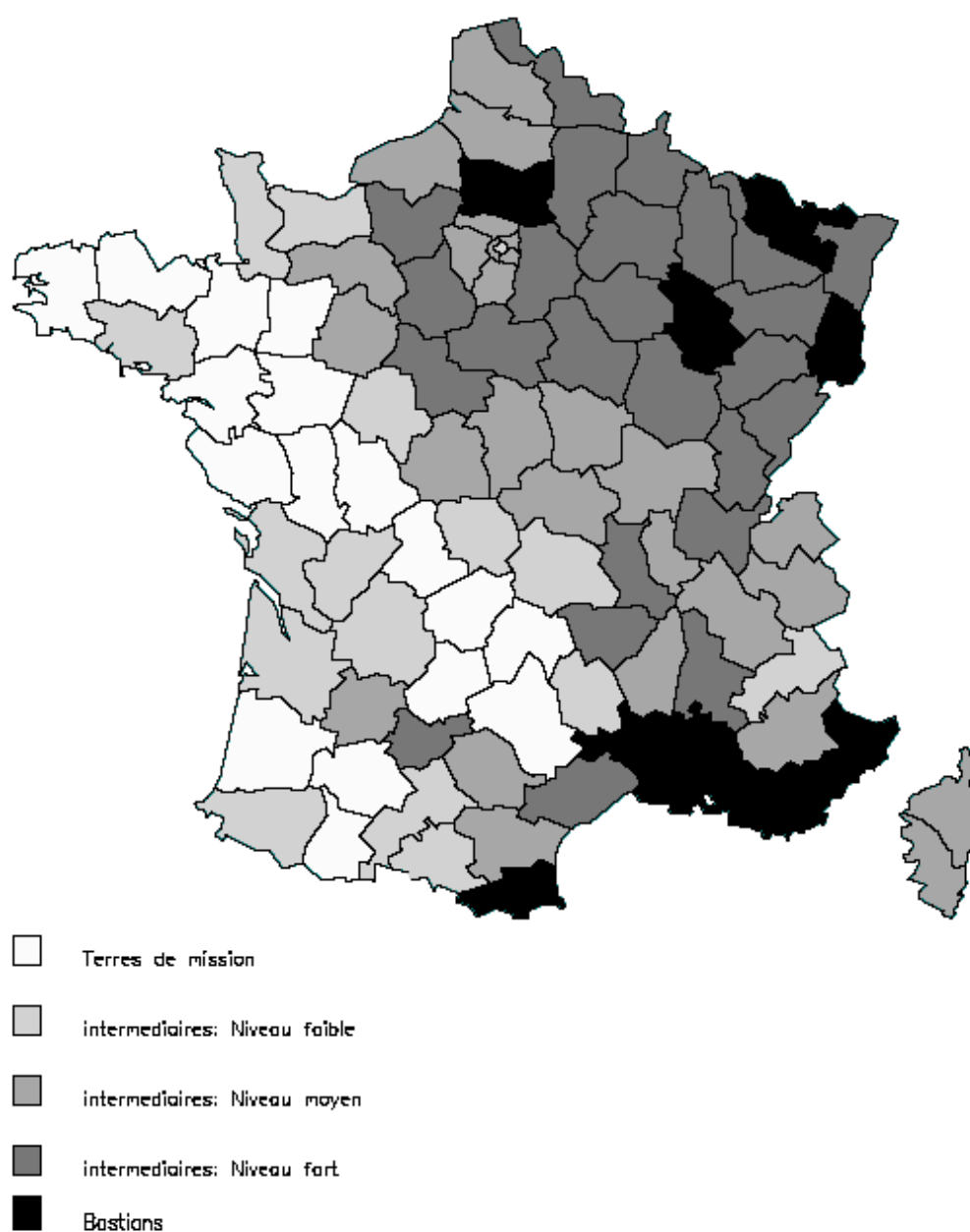
	Nombre de voix	% suffrages exprimés	% inscrits
1986	2 658 500	9,56	7,12
1992	3 371 624	13,90	9,11
1998	3 271 402	15,01	8,30
2004	3 564 059	14,79	8,69
2010	2 223 800	11,42	5,09

Tableau 3. Dynamique du Front national de 2009 à 2010 et évolution des autres forces

Dynamique du FN	Évolution	
	Gauche sans Verts	Droite modérée (UMP + Div. d.)
24 départements de très faible dynamique (+ 2,22 % en moyenne)	+ 14,84	- 7,59
24 départements de faible dynamique (+ 4,08 % en moyenne)	+ 13,11	- 6,40
24 départements de forte dynamique (+ 5,70 % en moyenne)	+ 11,52	- 7,41
24 départements de très forte dynamique (+ 7,75 % en moyenne)	+ 9,43	- 8,43
Ensemble France métropolitaine (+ 5,27 %)	+ 12,23	- 7,37

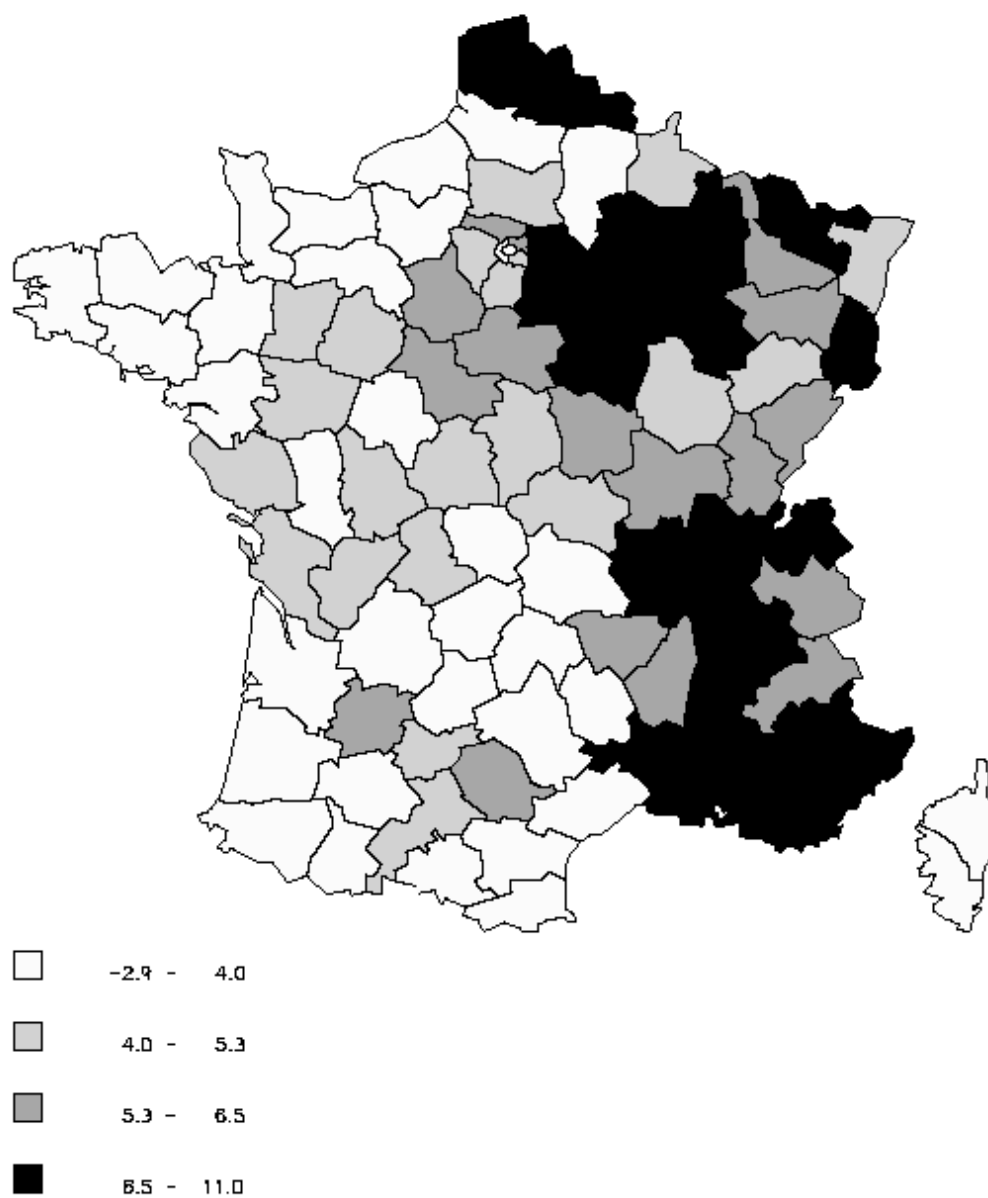
Implantation Lepeniste

1988 - 2007



Evolution du Front National

2009 -- 2010



LA NORMALISATION AMBIGUË DE L'EXTRÊME DROITE GRECQUE (LAOS) DANS UN CONTEXTE DE CRISE DE REPRÉSENTATION¹

ANDREAS PANTAZOPOULOS

Cette communication a pour objet de faire une présentation critique des principales caractéristiques de l'extrême droite grecque telle qu'elle s'est développée depuis le début des années 2000, en insistant plus particulièrement sur la conjoncture actuelle. Dans ce cadre, après avoir signalé les raisons essentielles qui, à notre avis, ont permis son émergence, nous procéderons à une description sommaire de ses principaux traits idéologico-politiques et de son profil sociologique, au fil de ses performances électorales. Ensuite, concentrant notre intérêt sur la conjoncture actuelle, marquée par une crise économique sans précédent, nous tenterons de considérer le style adopté par l'extrême droite face à la crise inédite de représentation qui secoue le système politique grec en contrecoup de la crise économique. Nous essaierons notamment d'aborder le problème suivant : par quels moyens une formation politique « hors système » peut-elle s'intégrer au « système » qu'elle ne cesse de dénoncer, sans que cela ait des conséquences fatales pour sa propre existence ? En d'autres termes, nous examinerons le parcours contradictoire

¹ Communication aux journées d'études du CEVIPOF sur « L'extrême droite en France et en Europe », Paris, 5 novembre 2010.

de la « responsabilisation » de l'extrême droite, de sa « normalisation » dans un contexte de crise majeure de confiance.

Mais avant tout, on nous permettra une première observation d'importance capitale. L'extrême droite grecque actuelle, même si elle compte en son sein de vieux nostalgiques de la junte militaire (1967-1974) et des adeptes des solutions antidémocratiques extrémistes, n'a pas ses origines dans le régime autoritaire de la dictature des colonels. L'extrême droite actuelle ne ressemble pas à celle, éphémère, des années 1970, ni à celle, anémique, de la première moitié des années 1980, dont l'une des principales raisons d'être était d'obtenir la libération des officiers de la junte responsable du coup d'État du 21 avril 1967. Elle ne défend pas la dictature, pas plus qu'elle ne la dénonce, naturellement, et elle ne conteste pas ouvertement le régime démocratique actuel. En ce sens, l'extrême droite actuelle, apparue au début des années 2000, est une nouveauté pour le système partisan grec, tant par la thématique nouvelle qu'elle propose au débat public, que parce qu'elle semble constituer un pôle plus permanent, sur la droite de la droite institutionnelle officielle, pour la première fois depuis la guerre civile grecque (1946-1949).

LES CONDITIONS DE L'ÉMERGENCE DE LA NOUVELLE EXTRÊME DROITE GRECQUE

Le LAOS² a été fondé en 2000, dans une conjoncture marquée par les bouleversements dus aux conditions inédites apportées par les changements politiques, idéologiques et économiques de la mondialisation. Dans cette perspective à long terme, dont le point de départ remonte au début des années 1990, avec la chute du socialisme soviétique, l'explosion sanglante des nationalismes balkaniques séparatistes et du fanatisme religieux et, bien entendu, l'immigration massive, la scène politique grecque a vu s'installer pour la première fois depuis le

² Le mot *laos* signifie peuple en grec.

rétablissement de la démocratie (1974), sans que le bipartisme dominant ne soit jamais remis en cause, les conditions d'une convergence et d'un consensus des politiques suivies par les deux partis de gouvernement, la Nouvelle Démocratie (droite) et les socialistes du Pasok³. Cependant, ce consensus de fait concernant l'orientation du pays, sa perspective européenne et la modernisation qui s'ensuivait, s'est accompagné d'un travail de sape idéologique et d'une perte de légitimité idéologique de ces choix politiques centraux. Le bipolarisme entre modernisateurs et populistes (ou modernisateurs et nationalistes) a traversé la société à l'horizontale, et jusqu'à ce jour il n'a pas réussi à contribuer à une recomposition radicale du paysage politique. Si nous ajoutons à ce schéma une certaine perception des litiges avec « l'ennemi privilégié » des Grecs, c'est-à-dire les relations toujours difficiles entre la Grèce et la Turquie, nous avons un tableau complet de la conjoncture grecque qui a mené à l'épanouissement de l'extrême droite.

Nous pouvons énumérer sommairement les événements clés qui ont abouti à ce que nous venons d'appeler la perte de légitimité idéologique de l'élite politique grecque, du bipartisme convergent dominant, sans que cela ait aussi conduit, répétons-le, à la contestation politique par le biais des élections.

Tout d'abord, la dissolution de l'ex-Yougoslavie, avec la proclamation de la « République de Macédoine », a suscité une énorme vague nationaliste qui a soulevé la quasi-totalité du monde politique, au-delà du clivage bien connu entre gauche et droite ou, plus exactement, entre droite et anti-droite, clivage beaucoup plus visible sur le terrain politique grec⁴. Cette vaste mobilisation politique a touché la quasi-totalité de la classe politique, des intellectuels, des artistes de toute tendance, y compris de gauche, et même l'Église orthodoxe, qui a trouvé là l'occasion d'émerger publiquement comme force garantissant un héritage

³ Voir sur ce point Pascal Perrineau, « L'extrême droite populiste. comparaisons européennes », Pierre-André Taguieff (dir.), *Le Retour du populisme : un défi pour les démocraties européennes*, Paris, le Tour du sujet/universalis, 2004, p. 33.

⁴ Andreas Pantazopoulos, « Le national-populisme grec, 1974-2004 », *Les Temps modernes*, n° 645-646, septembre-décembre 2007, pp. 237-267.

grec orthodoxe indivisible. La revendication du « nom grec » de Macédoine par un pays voisin a été la première occasion de mise en évidence d'un problème majeur d'identité nationale chez les Grecs. Un deuxième épisode, qui allait s'amplifier pendant toutes les années 1990, a été l'entrée massive dans le pays, pour la première fois, d'immigrés, majoritairement d'origine albanaise, événement qui a nourri brutalement et à vaste échelle des attitudes et des pratiques de rejet des « étrangers ». Le troisième événement, au milieu des années 1990, à l'hiver 1996 exactement, a été la détérioration très grave des relations gréco-turques lors de l'incident de l'îlot d'Imia, en mer Égée, qui s'est terminé finalement par le retrait de la marine de guerre grecque afin d'éviter un conflit armé. Les socialistes modernisateurs alors au pouvoir sous Costas Simitis, social-démocrate convaincu et fervent pro-européen, furent alors quasiment accusés de « trahison nationale ». Et ils ne purent éviter la répétition de cette accusation au printemps 1999, quand le leader kurde Abdullah Öcalan tomba, par la faute des Grecs, aux mains de l'ennemi national séculaire, la Turquie. Ensuite, la quasi-totalité de l'opinion publique grecque, mais aussi de la classe politique, avec l'Église à nouveau au premier rang, s'est rangée du côté des « Serbes orthodoxes », simplement parce que c'étaient des « orthodoxes », victimes d'une attaque arrogante des Américains et de l'Occident plus généralement, dans le contexte d'une matérialisation du plan de « choc des civilisations ». Le dernier de la série de ces grands événements a été la mobilisation orthodoxe massive au printemps 2000 contre le retrait de l'indication de la religion sur les cartes d'identité, proposé par les modernisateurs de Costas Simitis au nom de l'élimination des discriminations religieuses.

Ce serait commettre une omission que de ne pas mentionner deux événements d'ordre socio-politique qui, à leur façon, sont venus multiplier les inquiétudes et les craintes identitaires : premièrement, les réactions sociales massives sur la question majeure du projet de loi de sécurité sociale au printemps 2001, quand une tentative du gouvernement socialiste de l'époque de moderniser le régime des retraites provoqua une faille sociale grave au sein même de la base

électorale du Pasok. Deuxièmement, le fait que, malgré la vivacité du discours adopté contre le gouvernement socialiste par le parti de droite d'opposition de la Nouvelle Démocratie dirigé par Costas Caramanlis, ce dernier avait mis en route une procédure de « dédroitisation » centriste de son parti afin de conquérir les électeurs du centre, le fameux « juste milieu », sur la base de la tactique connue de la « triangulation »⁵.

CONSTITUTION IDÉOLOGIQUE ET SOCIOLOGIQUE

C'est dans ce cadre, marqué par la densité et l'intensité particulières des mobilisations nationalistes et religieuses, accompagnées de fractures sociales mais aussi de redéfinitions politiques dans le camp de la droite en général, que l'extrême droite grecque a été fondée en septembre 2000 par Georges Karatzaferis, journaliste de profession, ancien député de la Nouvelle Démocratie et longtemps propriétaire d'une petite chaîne de télévision privée sur laquelle il disposait et continue à disposer d'une émission politique personnelle⁶. Le LAOS, l'Alerte orthodoxe populaire, parti par excellence dominé par un chef et identifié jusqu'à présent à la personnalité de son fondateur, a pour valeurs fondatrices « la Nation, le Peuple grec, la Foi, l'Histoire et l'identité culturelle ». Il s'autodéfinit comme un « parti grécocentrique, aussi bien parce qu'il se focalise sur les intérêts à long terme du pays et du peuple grec, que parce que sa politique est inspirée par l'esprit grec, les valeurs grecques et la culture grecque ». Rangé du côté de la défense des droits des « non-favorisés », il lutte pour « le renversement de l'establishment qui opprime le pays et le conduit peu à peu à la déshellénisation et à l'assujettissement ». L'establishment en question n'est autre que celui du « bipartisme » qui, opposé à la « souveraineté populaire », constitue en fait un

⁵ Sur ces questions, voir Andreas Pantazopoulos, « Le national-populisme grec, 1974-2004 », *op. cit.*

⁶ Voir pour plus de détails Dimitris Psaras, *La Main cachée de Karatzaferis : la renaissance télévisuelle de l'extrême droite grecque*, Athènes, éd. Alexandreia, 2010 (en grec).

système unique qui falsifie la vérité et entraîne « la patrie dans des aventures dangereuses par leur politique et leur soumission à des centres de décisions étrangers »⁷.

Cet ancrage nationaliste du LAOS s'accompagne d'un discours xénophobe et raciste contre les étrangers qui, par exemple, sont rendus responsables des taux élevés du chômage, mais aussi de l'augmentation de la criminalité. Il s'accompagne aussi, naturellement, d'une attitude franchement judéophobe, qui s'abrite parfois derrière des scénarios de complots visant au contrôle de la politique grecque par d'obscurs « centres sionistes »⁸. Le style populiste de son discours polémique se reflète clairement dans la défense des droits des « non-privilegiés » nationaux, principalement par l'emploi d'un discours compassionnel, mais aussi dans les revendications récurrentes concernant la tenue de référendums pour des questions d'importance « majeure » (« la démocratie plébiscitaire »), telle celle de l'appellation de la « République de Macédoine ». Il prône l'application « de la loi et de l'ordre », une éducation nationale et orthodoxe de la jeunesse et, sur le terrain de l'économie, il adopte un néolibéralisme extrême accompagné de ce qui a été appelé le « chauvinisme du bien-être »⁹.

Il est clair, à notre avis, que dans une perspective comparative, le cas du LAOS ne se différencie pas fondamentalement d'autres expériences

⁷ <http://www.laos.gr/laos.asp> (en grec).

⁸ Il faudra souligner ici avec insistance que la vision conspirationniste du monde, presque toujours revêtue d'un habit « antisioniste », n'est pas limitée à cette formation politique (dont elle marque bien sûr le discours), mais est une constante idéologique de la culture politique grecque en général. pour une approche critique de la récente et impressionnante réapparition de certaines formes de la perception conspirationniste, de son renouvellement et de sa propagation constants dans la quasi-totalité de l'élite politique grecque (avec un accent particulier dans le camp de l'extrême droite), mais aussi chez les représentants d'organisations de la société civile (comme, par exemple, dans le cas d'une partie au moins de l'église grecque orthodoxe), voir Anastasia E. Iliadeli, *Le discours conspirationniste dans le système politique grec : les cas des incendies de 2007, la crise financière internationale de 2008, et la rencontre du club bilderberg à athènes en 2009*, Mémoire de troisième cycle, Département de Sciences politiques, Université Aristote de Thessalonique, septembre 2010, 250 p. (en grec, consultable sur <http://invenio.lib.auth.gr/record/124180?el>)

⁹ Voir aussi à ce propos l'étude, idéologiquement proche du LAOS, de Giannis Ilias Kolovos, *Extrême droite et droite radicale en Grèce et en Europe occidentale, 1974-2004*, Athènes, éd. Pelasgos, 2005, pp. 102-108 (en grec).

européennes analogues, si, bien entendu, nous excluons ici le rôle très important que joue le facteur religieux, l'invocation permanente de l'orthodoxie grecque *comme composante fondamentale de l'identité nationale*. Et cela à un tel degré que, dans la catégorie interprétative du national-populisme proposée par Pierre-André Taguieff, le discours populiste du LAOS s'identifie très nettement au populisme identitaire, plutôt qu'au social-populisme¹⁰.

Pour ce qui est de son écho électoral, inauguré par le score impressionnant de 13,6% (avec 4 sièges) obtenu aux élections départementales en 2002 par Georges Karatzaferis, dont le pourcentage se situe en moyenne autour de 5 à 7% (5,6% aux législatives de 2009 avec 15 sièges, 3,8% aux législatives de 2007 avec 10 sièges, 2,19% aux législatives de 2004 sans aucun siège, 7,15% aux élections européennes de 2009 avec 2 sièges, 4,12% aux élections européennes de 2004 avec 1 siège), une grande partie de ses électeurs sont issus de la Nouvelle Démocratie, et un autre pourcentage important déclare se situer loin de la politique. La plus grande partie de son électorat appartient aux revenus moyens, voire supérieurs, ayant un niveau élevé d'éducation. Les électeurs de l'extrême droite grecque ne sont pas « d'extrême droite », et encore moins « fascistes », mais en même temps, bien sûr, ils comptent parmi eux un nombre particulièrement élevé de personnes qui ont des attitudes nationalistes et xénophobes. L'électeur du LAOS est un homme, âgé de 25 à 54 ans, entrepreneur ou travailleur indépendant, résidant dans des zones urbaines ou dans de petites villes et rejetant le bipartisme.

LA CRISE DE LA REPRÉSENTATION ET LA NORMALISATION AMBIGUË

Maintenant que nous avons indiqué certaines caractéristiques fondamentales de l'extrême droite grecque, nous pouvons examiner le discours du

¹⁰ Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste : essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris, Champs/Flammarion, 2007.

LAOS dans la conjoncture actuelle. Tout d'abord, la crise économique tout à fait nouvelle qui a poussé la Grèce aux portes de la faillite et a mobilisé le mécanisme bien connu du FMI-UE pour sauver l'économie grecque, semble conduire le système partisan et politique à une crise inédite de la représentation. Nous pouvons citer certains éléments indicatifs en ce sens. Les socialistes du Pasok actuellement au pouvoir, mais aussi l'opposition de droite de la Nouvelle Démocratie, semblent perdre des forces importantes par rapport aux élections nationales qui ont eu lieu il y a un an. C'est ainsi que le pourcentage des deux partis est tombé à 68 % en juillet 2010 (contre 77,1 % aux élections d'octobre 2009). Additionnés, les deux partis semblent perdre un million et demi d'électeurs, surtout la Nouvelle Démocratie, dont le pourcentage au début juillet 2010 se situait autour de 25 % (contre 33,48 % aux élections de 2009). Le mécontentement social (79 % de personnes mécontentes de la manière dont fonctionne le gouvernement, 88 % de la manière dont fonctionne l'opposition) ne semble pas profiter aux partis de la gauche traditionnelle (le KKE, Parti communiste traditionnel, ou le Syriza, coalition de formations de ladite « gauche radicale »). Au contraire, le mécontentement s'oriente vers l'abstention électorale : 35,5 % des personnes interrogées déclarent qu'elles ne voteront pas aux prochaines élections, c'est-à-dire environ trois millions d'électeurs sur un total de population électorale active qui tourne autour de sept millions (sur les presque dix millions de personnes inscrites sur les listes électorales). Un pourcentage relativement important des personnes interrogées (17 %) déclare préférer, comme première option, la constitution d'un « gouvernement œcuménique » pour lutter contre la crise, et un certain nombre (13 %) réclament en seconde option la formation d'un gouvernement par les deux grands partis. L'augmentation spectaculaire du mécontentement social s'exprime en pourcentages très élevés en particulier dans les domaines de l'économie, du chômage, du coût de la vie et des problèmes auxquels sont confrontés les petites et moyennes entreprises, ainsi que dans le secteur du tourisme.

Dans un tel cadre, la force électorale du LAOS est estimée en légère augmentation (6 %) par rapport aux élections nationales d'il y a un an, et il apparaît en même temps comme « deuxième parti politique par la popularité » avec un pourcentage de 31 % (le premier parti restant le Pasok au gouvernement avec 38 %, et le troisième la Nouvelle Démocratie avec 26 %), et comme « deuxième meilleur parti » de l'opposition (20 %), à un point derrière la Nouvelle Démocratie (21 %). Il conviendra naturellement de souligner ici que 25 % des personnes interrogées considèrent qu'« aucun parti » n'est « meilleur » pour exercer l'opposition. Le leader du LAOS continue à occuper de manière stable la troisième place « en popularité » avec 35 %, le premier étant le Premier ministre Georges Papandréou, en baisse (50 %), et le deuxième le leader de la Nouvelle Démocratie, Antonis Samaras (40 %), également en baisse¹¹. Antonis Samaras, chef de la Nouvelle Démocratie, nouvellement élu par voie de référendum (plus de 700 000 membres et amis de la Nouvelle Démocratie ont pris part au vote) en novembre dernier (2009), qui représente principalement ceux que nous appelons la « droite populaire », ne semble pas pour l'instant pouvoir contester l'autonomie politique de son « concurrent » d'extrême droite, au moment où une portion au moins de l'aile libérale de son parti semble s'éloigner de lui, après la radiation de sa porte-parole, Dora Bacoyanni, ancien ministre des Affaires étrangères, fille de l'ancien Premier ministre Constantin Mitsotakis.

Pour compléter le tableau de la crise politique, il faudrait également mentionner la maladie chronique, ces dernières années du moins, du système politique et partisan que sont les « scandales » : le problème de la corruption, réelle ou supposée, peu importe, des hommes politiques des deux grands partis est presque quotidiennement à l'ordre du jour, alimentant une défiance générale envers le « système ». Et ajouter, en un sens comparatif, le fait extraordinaire qu'aussi bien Georges Karatzaferis lui-même que certains cadres en

¹¹ Tous ces éléments proviennent de sondages effectués par la société de sondages Public Issue pour le compte du journal de centre-droit qui fait autorité, *I Kathimerini* (11 juillet 2010, et 1^{er} août 2010), et coïncident avec les tendances générales révélées par tous les autres sondages.

vue de son parti ne subissent aucun ostracisme médiatique, sont régulièrement invités sur les plateaux de télévision et de radio, commentent en toute liberté les événements politiques et sociaux, et sont aussi surreprésentés dans les émissions de télévision en direct. Aucun cordon sanitaire ne les a maintenus éloignés depuis la création de LAOS et ses « dérapages » n'ont presque jamais créé de scandale médiatique.

Dans cette crise majeure et diverse de la représentation, le discours du LAOS, et surtout de son leader Georges Karatzaferis, tente de combiner le radicalisme idéologique avec la modération politique en attaquant vivement le camp de la droite institutionnelle aujourd'hui éclatée. D'ailleurs, Georges Karatzaferis lui-même parle sans arrêt au nom « du parti de droite », considérant son parti comme la « droite véritable ». C'est ainsi qu'au moment même où il attaque en termes parfois extrêmement durs les banques, le « laxisme » du capital, la Turquie, et naturellement le bipartisme « corrompu », tous globalement responsables de la crise que traverse le pays¹², ses propositions politiques générales, toujours au nom de « l'intérêt national », ainsi que sa tactique politique apparaissent « souples ». Trois exemples sont particulièrement représentatifs du processus de « responsabilisation » des choix partisans centraux, dans lequel on pourrait lire, jusqu'à un certain point du moins, une entreprise d'apprentissage du pragmatisme politique. Le LAOS est le seul parti politique de l'opposition qui, au nom de « l'intérêt national » et de la « responsabilité » qui en découle, a voté avec les socialistes au Parlement en faveur de l'accord de sauvetage de l'économie grecque monté par le FMI et l'Union européenne. Au nom de « l'intérêt national » et de la « responsabilité » toujours, il s'est avéré le seul parti à proposer la constitution d'un « gouvernement œcuménique » et/ou d'un « gouvernement de coopération »¹³ des deux grands partis pour faire face à la crise économique, et cela en offrant généreusement son soutien parlementaire aux partis du « système bipartisan » qu'il

¹² Voir par exemple l'hebdomadaire du LAOS *Alpha 1*, 10 juillet 2010 (en grec).

¹³ Voir *Alpha 1*, 26 juin 2010 (en grec).

n'a de cesse chaque jour de dénoncer ! Aux élections municipales et régionales d'octobre 2010, le LAOS soutient des quelques candidatures centristes provenant principalement de la Nouvelle Démocratie, mais aussi, dans certains cas, des candidatures provenant du Pasok, le seul critère étant l'intégrité morale et politique invoquée par le LAOS et parfois affirmée personnellement par Georges Karatzaferis lui-même, et l'œuvre des candidats.

Nous pensons que nous avons clairement affaire à une extrême droite intelligente, réaliste et politicienne. Une formation politique qui pratique « l'entrisme » dans les autres familles politiques, notamment celle de la droite, aussi bien pour dissimuler l'absence de personnel politique d'extrême droite au niveau des collectivités locales que pour attaquer fortement le camp de la droite institutionnelle d'abord, tout en piochant également dans le camp du centre gauche, compte tenu des convictions nationalistes et xénophobes d'une partie de l'électorat et des cadres moyens du Pasok¹⁴. Au durcissement rhétorique du discours de la Nouvelle Démocratie contre le gouvernement socialiste « qui a jeté le pays dans les bras du FMI », Georges Karatzaferis répond par une ouverture souple de style « libéral », se présente comme moins dogmatique, doté de réalisme politique en correspondance avec le sens commun, capable de juger les mesures gouvernementales de sortie de la crise comme socialement injustes et de s'en inquiéter tout en les considérant « nécessaires » jusqu'à certain point, puisqu'il n'y a pas d'autres propositions crédibles.

Cependant, cette tactique est à double tranchant pour l'extrême droite : ce qu'elle escompte en gain de respectabilité, elle peut facilement le perdre en radicalité, en « attitude antisystème ». Le LAOS pourra être banalisé, évoluer et intégrer « l'establishment », devenir un parti comme les autres, comme ceux de la gauche traditionnelle l'en accusent déjà. En outre, et c'est là un élément

¹⁴ Pour le caractère « attrape-tout » de l'extrême droite, voir la préface de Vassiliki Georgiadou à la traduction grecque du livre de Paul Hainsworth, *The Politics of the Extreme Right: From the Margins to the Mainstream*, Pinter, London and New York, 2000 (p. 30).

nouveau et intéressant, au sein même du parti, dans son propre groupe parlementaire, des voix ont commencé à s'élever contre le choix centriste de Georges Karatzaferis de soutenir des candidatures en dehors du parti¹⁵. Bien qu'il soit prématuré de parler d'un risque d'éclatement du parti, le LAOS semble néanmoins divisé pour la première fois entre « modérés » et « irréductibles », partisans des alliances de partis et partisans de la protection de l'autonomie politique du parti, même si cette division concerne un problème de tactique électorale¹⁶, à l'occasion duquel cependant la physionomie du parti comme étant lié à la figure de son leader est contestée objectivement¹⁷ et peut dissimuler des divergences idéologiques et politiques plus profondes en son sein.

Quoi qu'il en soit, un tel risque d'intégration au « système » est réel, naturellement, mais, comme nous l'avons vu, le profil « extrémiste » du LAOS repose davantage sur des problèmes d'identité nationale (« Macédoine », Turquie, mais aussi, bien entendu, l'immigration, la criminalité), que sur des questions de justice sociale. Ici, l'élément identitaire du national-populisme grec d'extrême droite semble jouer le rôle de « protestation ». Cette dernière est idéologique, de l'ordre de l'imaginaire national (utilisation des affects, « théorie du complot », etc.), plutôt que politique. Un autre exemple vient confirmer cet ancrage identitaire de l'extrême droite grecque : sa réaction toute récente à une intention prêtée au ministère de l'Éducation de remplacer le cours obligatoire d'histoire grecque par un cours optionnel se référant à l'histoire européenne. Pour Georges Karatzaferis, une telle tentative de changement constituerait « un danger mortel pour l'hellénisme » et un véritable *casus belli* pour son parti¹⁸. Cette affaire vient de se terminer, il y a

¹⁵ Ces réactions sont notamment celles des députés particulièrement mis en avant par les médias, Makis Vouridis, Adonis Georgiadis et Kyriakos Velopoulos. Voir le journal *Eleftherotypia*, 17 août 2010 (en grec).

¹⁶ Le dilemme principal tourne manifestement autour de la question suivante : « seuls, ou avec les autres ? », voir le journal *To Vima*, 22 août 2010 (en grec).

¹⁷ Voir aussi le journal *I Kathimerini*, 22 août 2010. dans cet article, Georges Karatzaferis se montre particulièrement inquiet de la « contestation » dont il fait l'objet de la part du député Makis Vouridis, partisan d'une candidature autonome du parti à ces élections.

¹⁸ Voir *Alpha* 1, 9 octobre 2010 (en grec).

quelques jours, par la démission d'une conseillère de la ministre de l'Éducation, semant ainsi la joie dans les rangs du LAOS qui célèbre sa « victoire ».

La grande question peut donc se résumer comme suit : *une extrême droite grecque du « juste milieu » est-elle fiable ? Est-elle gérable ? Une extrême droite ainsi banalisée est-elle productive ?* Peut-elle garantir les conditions d'une autonomie politique à long terme, disons de son institutionnalisation ? Il est évident que la question trouvera difficilement une réponse, surtout dans un contexte de crise économique majeure, qui active des processus de déclassement social. En tout état de cause, la manière dont se sont déroulés les derniers mois, au milieu des mesures gouvernementales particulièrement dures mises en œuvre pour éviter la faillite du pays, ne semble pas lui avoir coûté politiquement : au contraire, sa légère progression, le fait qu'elle continue à exprimer une partie du vote dit « antiparti », semble plutôt stabilisés.

Il est clair que, dans un contexte de rupture des liens de confiance entre citoyens et partis, et plus largement dans un contexte de manque de confiance majeur entre la société et l'État, où même le modèle étatiste de développement social et économique qui a fondé le régime démocratique après la chute de la dictature des colonels est ouvertement contesté, l'extrême droite grecque cherche à se repositionner. Un repositionnement qui, toutefois, dans un environnement de fluctuations politiques et d'inertie sociale, quand cette dernière n'est pas interrompue par des incidents de violence nihiliste provoqués par une certaine ultra-gauche, n'est pas son apanage exclusif. Car il faudra désormais avoir à l'esprit le fait que les acteurs du bipartisme ont montré dans le passé une capacité exceptionnelle à absorber les crises et, malgré leurs microtraumatismes, à réoccuper leur terrain de contestation. Certes, les conséquences de la crise actuelle ne peuvent se comparer à aucune autre dans le passé. Mais l'éventualité d'une auto-reconfiguration des acteurs du bipartisme ne devra absolument pas être exclue.

Dans une telle perspective, le pari de l'extrême droite grecque semble être encore plus difficile.

UNE HYPOTHÈSE DE TRAVAIL

Deux dernières observations s'imposent, qui pourraient avoir un caractère d'hypothèse de travail, peut-être même pour l'étude comparative des extrêmes droites européennes actuelles. En dernière analyse, que pouvons-nous retenir du cas de l'extrême droite grecque ? À mon avis, deux choses : la première est précisément la démonstration de ce « réalisme » politique de la part de l'extrême droite grecque. C'est son *centrisme* original, son *pragmatisme*, c'est le fait qu'elle se rapproche du sens commun, tout en maintenant son agitation idéologique xénophobe, raciste et judéophobe. Elle se présente comme un partisan réaliste du dialogue, du consensus social, et en même temps comme le seul soutien des valeurs nationales et religieuses. La seconde est l'articulation de l'élément national avec l'élément religieux¹⁹, un mélange qu'il ne faudra pas sous-estimer en tant que particularité grecque exclusive, au sens concret suivant : parce que cette coexistence « pré-moderne » paradoxale peut suggérer une revendication postmoderne actuelle d'identité, telle qu'elle est formulée par l'extrême droite grecque ; en d'autres termes, que l'élément religieux, et plus concrètement l'héritage chrétien (orthodoxe, dans le cas grec), se trouve être une revendication instrumentalisée de la part de l'extrême droite, qui vise l'absence de gestion fiable de celui-ci par d'autres formations politiques. Cette absence identitaire, pour paraphraser le langage de Lénine, cette vacance du religieux dans le discours des autres formations politiques, j'entends par là la sous-estimation des problèmes identitaires, devra être mise en relation avec la montée de l'islam radical, avec la contestation par celui-ci des fondements modernes de la culture occidentale, mais

¹⁹ Sur ce point, voir Andreas Pantazopoulos, « le national-populisme... », *op. cit.*, et Yannis Stavrakakis, « Religion and Populism in Contemporary Greece », Francisco Panizza (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*, London and New York, Verso, 2005.

aussi avec la constitution de micro-communautarismes de toute sorte qui veulent dissoudre le « peuple politique » moderne. Naturellement, en Grèce en ce moment, le débat public est dominé par la crise économique, si bien que la dimension religieuse et identitaire de la question de l'immigration (concernant les immigrants économiques de religion musulmane se trouvant actuellement dans le pays) n'est pas à l'ordre du jour. Tout récemment, Georges Karatzaferis a déclaré qu'il était opposé à la construction d'un grand minaret au centre d'Athènes, au nom du respect de « notre religion ». Donc, il ne faut pas exclure l'éventualité que le problème économique soit un jour associé au problème identitaire. Et surtout ne pas sous-estimer l'instrumentalisation d'un sentiment diffus de reterritorialisation de la politique, on peut même dire du politique, qui vient d'en bas face à un message d'impuissance des élites. L'« exagération », dont parle Pierre-André Taguieff, des menaces réelles²⁰ avec la « nouvelle question sociale ».

On peut dire qu'on a devant nous certainement une nouvelle période dans le développement de l'extrême droite, une période strictement liée à son retour disons « pragmatique », qui consiste de poser de façon perverse le rapport de la société au politique (peuple, territoire, frontières et identité imaginaire). Son pragmatisme pervers, sa nouvelle mytho politique paraît plus ancrée dans le réel, un réel certes mythologisé mais en rapport avec une demande de sens et une demande de représentation politique.

²⁰ Voir son article récent paru dans *Le Nouvel Économiste*, 21 octobre 2010, p. 4.

LE RETOUR DU PASSÉ ? LA DROITE RADICALE EN EUROPE DE L'EST AUJOURD'HUI

MICHAËL MINKENBERG¹

Alors que l'on croyait la droite radicale décédée, les dernières élections européennes de juin 2009, tout comme les dernières élections parlementaires dans une série de pays européens, révèlent que celle-ci se montre coriace, même si un certain nombre de glissements sont à noter dans ses rangs. Le déclin des partis de droite radicale allemands s'oppose à la montée de leurs homologues aux Pays-Bas et en Suède. La disparition de la droite radicale du parlement polonais en 2007 contraste avec le succès électoral phénoménal de Jobbik aux élections hongroises d'avril 2010. Mon intervention sera consacrée à la situation en Europe centrale et orientale, et mettra particulièrement en relief le rôle de l'histoire et des particularités historiques de la région (comp. Minkenberg, 2002, 2009).

Le passage de systèmes autoritaires à des systèmes libéraux-démocratiques est souvent accompagné par les discordances de nouveaux partis et mouvements d'extrême droite. Dans le cas des dictatures d'extrême droite surmontées en Europe de l'Ouest, la mobilisation des sympathisants se fondait souvent sur la nostalgie du régime disparu, par exemple avec le Parti socialiste du

¹ Je remercie Margot Reis de l'université Viadrina à Francfort-sur-l'Oder pour la traduction française de mon texte allemand.

Reich (SRP) aux débuts de l'Allemagne fédérale, le Mouvement social italien dans l'Italie de l'après-guerre et des groupes néo-fascistes et militaristes comme le 23-F en Espagne postfranquiste (Casals, 2002 ; Ignazi, 1994 ; Stöss, 2003).

Dans le cas des pays est-européens ayant connu le socialisme d'État, les partis d'extrême droite proposent une alternative radicale à la jeune démocratie qui remonte plus loin dans le passé. Cette alternative s'oppose en même temps à l'ordre actuel et au régime précédent (comp. von Beyme, 1996). Le plus intéressant n'est pas l'existence de cet état de fait. Il faut porter davantage l'attention sur les caractéristiques régionales de ce phénomène. Il paraît également souhaitable de chercher les causes de ce phénomène et de sa variance qualitative et quantitative dans le déroulement du changement de système et du processus de consolidation de la jeune démocratie, ainsi que dans l'héritage du régime précédent (comp. Ramet, 1999).

Pour commencer, la chute du Mur de Berlin en 1989 a ouvert la voie à une nouvelle ère politique à plusieurs égards :

- la libéralisation et la démocratisation dans des pays précédemment autocratiques en Europe centrale et orientale ;
- nation-building ainsi que nation-undoing dans certains de ces pays (RDA, Tchécoslovaquie, Union soviétique et Yougoslavie) ; et
- l'inclusion progressive de la plupart de ces pays dans l'Union européenne jusqu'en 2007².

En arrière-plan de ces changements comparables à un tremblement de terre, une autre évolution a eu lieu : l'émergence (ou le retour) de la

² Dans le cadre de ce texte, la région ici nommée « Europe centrale et orientale » est considérée comme comprenant en gros tous les pays qui se trouvaient à l'Est du Rideau de fer, avec la Russie à l'Est et la Turquie au Sud-est représentant le début de la fin de cette région. Une version précédente de ce texte a été publiée sous le titre "Leninist Beneficiaries ? Pre-1989 legacies and the radical right in post-1989 Central and Eastern Europe. Some introductory observations", *Communist and Post-Communist Studies*, 42 (4), 2009, pp. 445-458.

droite radicale et de l'ultranationalisme. Pour ceux-ci, le processus de transformation a ouvert une fenêtre d'opportunité que peu d'entrepreneurs politiques d'extrême droite ont laissé passer.

Le champ politique est marqué par une grande diversité des groupes, mouvements et partis de la droite radicale. Ceux-ci connaissent des degrés variables de succès.

Une vue d'ensemble des performances électorales respectives des partis de la droite radicale dans la région est présenté dans le tableau 1.

Tableau 1. Résultats électoraux des partis de la droite radicale (en %) dans les pays d'Europe de l'Est (sélection) : élections législatives nationales 1990-2009 (moyenne) et élections européennes 2009

	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	EP 2009
Pologne (PL)	14,1	8,0*	18,1	10,4	1,5
Roumanie (RO)	5,8	9,2	20,9	3,1	8,6
Russie (R)	22,9	9,0	11,5	8,1	--
Slovaquie	n.c.	n.c.	7,0	11,7	5,5
Slovénie	n.c.	n.c.	4,4	5,4	2,9
République tchèque (CS)	6,8**	6,0	1,1	--	--
Hongrie (H)	0,8	5,5	4,5	1,7	14,8

Les partis suivants ont été intégrés au calcul : Pologne : KPN, ZChN, LPR, Samoobrona ; Roumanie : PUNR, PRM ; Russie : LDPR ; Slovaquie : SNS ; Slovénie : SNS ; République tchèque : SPR-RSC ; Hongrie : MIÉP, Jobbik.

*) Évaluation du pourcentage de ZChN et de KPN. Les deux partis participèrent en 1997 à la coalition électorale Solidarnosc AWS (résultat total 33,8 %)

**) Parlement tchèque

Source : Voir Minkenberg, 2002 ; Minkenberg/Perrineau, 2007. Recherches complémentaires pour la période 2000-2009.

Le tableau 1 montre entre autres que, dans de nombreux pays de la région devenus membres de l'UE, les partis de droite radicale obtiennent moins de soutien aux élections européennes de 2009 que dans les élections législatives nationales précédant l'adhésion (tableau 1). Cependant, le tableau

change considérablement en prenant en considération des partis moins opposés au système mais tout aussi clairement nationalistes, par exemple Samoobrona et PiS en Pologne, la liste LZ-HZFS-Hnutie Za en Slovaquie, la liste TB-LNNK en Lettonie (comp. Minkenberg/Perrineau, 2007). À peu d'exceptions près (Estonie, Slovénie, Hongrie), le réservoir électoral pour de tels partis se chiffre autour de 20 % par pays, avec cependant des fluctuations importantes dans certains pays comme en témoignent les exemples de la Pologne et la Hongrie³.

Indépendamment de leur devenir électoral particulier, ce que ces partis ont en commun est le fait qu'ils opèrent « en marge », en même temps en marge de la scène politique de leurs pays respectifs, et au-delà de leurs frontières nationales, en marge de l'Europe démocratique dans le cadre d'un espace transnational.

Il en est ainsi car, avec l'accession à l'UE de pays précédemment communistes, deux processus dialectiquement liés ont eu lieu : d'une part, des frontières ont été ouvertes entre des pays qui avaient auparavant des frontières sévèrement contrôlées, voire scellées. D'autre part, le « retour à l'Europe » tant acclamé de ces pays et leur intégration réussie dans le cadre de l'UE a conduit à un sévère durcissement de leurs contrôles frontaliers avec leurs voisins à l'Est, la plupart du temps des états successeurs de l'URSS.

Malgré l'adhésion à l'UE de la plupart des pays anciennement membres du Pacte de Varsovie, la région restera une « zone-frontière » pour le futur proche, cette fois-ci « à l'intérieur de l'Europe » (en tant qu'UE) plutôt qu'à l'extérieur. Comme nous allons l'examiner plus en détail, les raisons de cette particularité peuvent être regardées comme se situant dans l'héritage du passé communiste dans le manque d'expérience démocratique avant la période

³ Aux dernières élections législatives hongroises d'avril 2010, le parti de droite radicale Jobbik (Mouvement pour une meilleure Hongrie) s'est établi avec près de 17 % des voix comme deuxième force au Parlement, derrière les conservateurs de droite de Fidesz.

communiste (à l'exception de la Tchécoslovaquie), dans l'appartenance à des empires multinationaux jusqu'à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle et dans la stigmatisation de la région dans son ensemble par les Européens de l'Ouest comme une zone arriérée, non-civilisée, à l'antithèse de l'Occident, particulièrement par les penseurs ouest-européens des Lumières et leurs disciples au XIX^e siècle (voir Wolff, 1994).

Avec cette toile de fond, il faut s'attendre à une réaction sensible par rapport aux changements comparables à un tremblement de terre survenus dans la région après la chute du Mur de Berlin. Comme en témoignent de nombreux observateurs, une telle réaction peut être identifiée dans le nationalisme particulièrement irritable dans nombre de ces pays (voir par exemple Brubaker, 1997 ; Auer, 2000).

Les forces ultranationalistes répondent à des changements politiques et sociaux fondamentaux en identifiant des boucs émissaires et en mobilisant contre ces derniers. Ceux-ci peuvent être tenus responsables de tous les problèmes possibles survenant dans une période de stress accéléré.

- Dans l'Europe de l'Ouest d'aujourd'hui, ces boucs émissaires sont typiquement trouvés en la personne d'immigrés et d'« étrangers » en général ;
- Dans le cas de l'Europe centrale et orientale, ces boucs émissaires ne sont pas disponibles de prime abord (du moins pour l'instant, voir Beichelt/Barnickel, 2009) et d'autres dynamiques sont à l'œuvre.

Pour des raisons qui seront expliquées plus en détail par la suite, ces dynamiques sont liées à un nationalisme dirigée contre l'étranger en général, contre les pays voisins, contre une puissance hégémonique extérieure (d'abord Moscou, maintenant Bruxelles), et contre les minorités résidant dans le pays. Ces dernières, en raison d'un peuplement souvent transnational, excitent une ferveur nationaliste particulière et conduisent également à faire passer la discussion

des frontières nationales dans l'agenda politique, une question qui a été grosso modo réglée en Europe de l'Ouest.

Étant l'acteur le plus agressif dans le champ de la scène politique nationaliste, la droite radicale prend dans ces conditions une position centrale et requiert une attention particulière. C'est pourquoi je souhaite dans ma présentation examiner le rôle de ces forces dans la région plus en profondeur, tout en considérant les particularités du passé de ces pays et les évolutions récentes de leur position en Europe. Je m'intéresse aux conditions et aux processus par lesquels la droite radicale s'engage dans des politiques de délimitation identitaires exclusives plutôt qu'inclusives vis-à-vis des migrants, des minorités et des pays voisins, en soulignant les différences entre « eux » et « nous ».

Sur la base de recherches précédentes sur le phénomène dans la région (Minkenberg, 2002, 2007, 2008 ; Beichelt/Minkenberg, 2002), je soutiens que la droite radicale qui a émergé dans l'Europe centrale et orientale après 1989 diffère remarquablement de ses homologues ouest-européens par la caractéristique suivante : elle est plus exclusive et plus orientée sur les pays voisins ainsi que sur le passé. Pour comprendre la nature et la pertinence de ces partis d'extrême-droite, il est nécessaire d'observer comment la mobilisation de la droite radicale interagit avec l'environnement politique en général, ainsi que la manière dont cette mobilisation est liée au passé d'un pays.

LA DROITE RADICALE DANS LES PECO : UN ENVIRONNEMENT PARTICULIER

Le processus de transformation après 1989 dans son ensemble est souvent habillé par des termes issus de catégories historiques et géographiques, tel que le « retour de l'histoire » ou le « retour à l'Europe », ou les deux à la fois.

- D'une part, les analogies historiques qui sont invoquées dépeignent le développement des différents pays après la chute du communisme dans les termes du redécoupage des frontières à la suite de la Première Guerre mondiale et des traités de paix de 1919. Certains auteurs voient même dans ce phénomène de redéfinition une conclusion tardive du projet wilsonien après la Grande Guerre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (voir par exemple Judt, 2005 : 637-638). On le sait, l'ordre européen wilsonien après la Première Guerre mondiale s'est fini avec la montée du fascisme et une période de politiques totalitaires et de destructions pendant la guerre, et cependant, l'« héritage » de 1919 semble persister jusqu'à et même bien après les bouleversements de 1989 ;
- D'un autre côté, l'Europe centrale et orientale après 1989 est caractérisée comme une région rattrapant son pendant à l'Ouest – en d'autres termes, un « retour à l'Europe ». Dans le même temps, la région est toujours identifiée comme « autre », « étrangère », incluant souvent une notion de retard, voire d'arriération (voir Wolf, 1994 ; également Kopstein, 2003). Savoir si ce retour à l'Europe peut s'achever avec une telle prémisse conceptuelle reste une question ouverte. Quoi qu'il en soit, il y a beaucoup d'indicateurs montrant que la région n'en a pas encore fini avec l'héritage de l'ère communiste et suit une évolution spécifique en termes politiques et économiques (voir Ekiert et Hanson, 2003 ; Howard, 2006 ; voir également plus bas).

Dans tous les cas, la droite radicale dans l'Europe centrale et orientale contemporaine prend une place prééminente dans ces « politiques du retour ».

- Parfois, des analogies sont dressées entre la droite radicale post-1989 et le fascisme de l'entre-deux-guerres en termes d'une « weimarisation » des pays en transformation et en termes d'un retour du passé ultranationaliste voire fasciste précédant le socialisme : un « retour de l'histoire » ;
- Une autre interprétation maintient que, puisque certains systèmes de partis en Europe centrale et orientale ressemblent de plus en plus à leurs pendants

en Europe de l'Ouest, il en va de même de la droite radicale qui ressemble de plus en plus à ses homologues ouest-européens, du moins là où elle enregistre des succès électoraux, constituant un « retour à l'Europe » ;

- Une troisième ligne de pensée défend que la droite radicale dans la région est un phénomène *sui generis*, déterminé dans son essence par les forces historiques du socialisme d'état et du processus de transformation et, en tant que résultat de ces influences et à la différence de l'Europe de l'Ouest, idéologiquement plus extrême et anti-démocratique tout en étant sur le plan organisationnel plus proche d'un mouvement social que d'un phénomène de parti (voir Minkenberg, 2002 ; Mudde, 2000, 2007).

Indifféremment de sa position historique particulière, la droite radicale est quasiment par définition un agent de première importance aussi bien qu'un objet d'analyse dans l'entreprise de réinventer ou d'instrumentaliser l'histoire d'un pays. Dans chacune des interprétations proposées, l'histoire peut être considérée comme ayant un rôle crucial dans la forme et le développement de la droite radicale, qu'il s'agisse d'une histoire récente (socialisme d'état et transformation du régime) ou de manifestations historiques plus lointaines (avant le socialisme). À la différence de ses équivalents ouest-européens, et que les partis est-européens s'alignent sur ces derniers ou pas, la droite radicale dans les PECO est particulièrement conditionnée par le poids de l'histoire. Les histoires du socialisme d'État ainsi que les expériences non démocratiques avant le socialisme peuvent être vues comme un facteur majeur dans la détermination des contenus et des opportunités de la droite radicale dans ces démocraties nouvelles ou émergentes.

L'argument selon lequel la droite radicale en Europe centrale et orientale est particulièrement sensible aux héritages historiques est lié à la fois aux caractéristiques de la région et à celles de la droite radicale. La plupart des experts s'accordent à dire que la droite radicale peut être définie comme une force politique radicalement exclusive. Plus que d'autres courants et mouvements politiques, la

droite radicale emploie des références historiques rigides, tirées de l'imaginaire de la communauté pour laquelle elle revendique de se battre. Dans la même veine, le cœur du programme politique ou de l'idéologie de la droite radicale est un ultranationalisme populiste et romantique.

Plus spécifiquement, la droite radicale est impliquée dans un effort de construction d'une idée de nation et d'appartenance nationale via la radicalisation de critères d'inclusion et d'exclusion d'ordre ethnique, religieux, linguistique, ou d'autres critères culturels et politiques. L'effort de construction de la droite radicale condense l'idée de nation dans une image d'extrême homogénéité collective, et conduit à une congruence entre l'État et la nation dans ces termes exclusifs (voir Minkenberg, 1998 : 29-47 ; idem, 2008 ; également Carter, 2005 : 14-20 ; Kitschelt et McGann, 1995, chap. 1 ; Kitschelt, 2007 : 1179 ; Mudde, 2007 : 15-26).

Étant donné que le critère principal de définition n'est pas l'opposition à la démocratie, ce concept de droite radicale est plutôt inclusif du fait qu'il couvre les variations les plus extrêmes représentées par les mouvements et partis ouvertement antidémocratiques ou fascistes aussi bien que les courants définis plus vaguement du populisme de droite ou du nationalisme basé sur la religion (voir Minkenberg, 2008 : 12-15 ; voir aussi Mudde, 2007 : 138-157).

L'étape suivante serait de demander si les « passés » ou héritages différents conditionnent la variation du succès de l'extrême droite et son profil idéologique et programmatique, qui la distingue des formes de la droite radicale en Europe de l'Ouest. Ainsi, nous suggérons d'identifier comme les composantes cruciales de ce contexte d'une part le processus de construction nationale (*nation-building*) et les traditions nationalistes, et d'autre part les conflits et clivages idéologiques résultant du processus de transformation tel que le conflit de régime en lui-même et le niveau des coûts de transformation. Cela montrera dans quelle mesure la région dans son ensemble diffère d'autres parties de l'Europe et

témoigne de caractéristiques propres à la région en tant que contexte de mobilisation particulier pour les forces de droite nationaliste et radicale mettant au défi l'ordre européen actuel.

CARACTÉRISTIQUES HISTORIQUES ET CULTURELLES : NATION-BUILDING ET NATIONALISME

Un des aspects les plus importants de toute mobilisation collective réside dans la « résonance culturelle » de questions particulières comme condition déterminante pour la possibilité de mobiliser. Pour la droite radicale, le type de nation existant dans une société donnée est particulièrement pertinent. Il est possible de localiser des types de nations, des « communautés imaginaires » selon l'expression de Benedict Anderson (Anderson, 1983). Dans l'histoire européenne moderne, ces types de nations peuvent être ordonnés autour de la dimension *demos* versus *ethnos* et être récapitulées en trois types distincts selon le degré d'ouverture ou de fermeture des critères d'appartenance à la nation (Meinecke, 1908 ; Alter, 1985 ; Hobsbawm, 1990 ; Brubaker, 1992) :

- une nation politique dans laquelle la foi en des valeurs et des institutions politiques communes dans un territoire bien déterminé prédomine ;
- une *nation culturelle* dans laquelle la foi en des caractéristiques culturelles, en particulier religieuses prédomine, sans tenir compte de l'agencement politique ; ainsi que
- une *nation ethnique* dans laquelle la foi en une culture partagée est accompagnée par la croyance selon laquelle ne peut être membre de la nation qu'une personne étant née au sein de la communauté nationale, ou par la croyance dans l'origine « naturelle », c'est-à-dire biologique, de la nation.

À la différence de nombreux cas de nation-building à l'Ouest, la plupart des nations est-européennes ne sont pas apparues en conjonction avec une

révolution bourgeoise, un mouvement libéral fort ou l'établissement de la démocratie libérale.

La construction de la nation en Europe de l'Ouest a suivi principalement une trajectoire dans laquelle une nation politique a émergé et s'est combinée avec certains aspects culturels ou ethniques. Il est bien connu que l'itinéraire de l'Allemagne vers l'unité nationale et l'identité nationale correspondante diverge de ce « modèle de l'Ouest » par son emphase prononcée sur la *Kulturnation* allemande, qui, après l'unification en 1871, résulta dans le mythe d'une communauté ethnique des Allemands, ou *Volksnation* (nation ethnique).

En Europe de l'Est, la construction politique de la nation s'est déroulée plus tardivement ou a été bloquée tandis que le nationalisme prenait une touche distinctement culturelle ou ethnique. Au moment où, en Europe de l'Est, les processus de nation-building entraient dans une phase de consolidation et de libéralisation (dans le dernier tiers du XIX^e siècle), presque toute l'Europe de l'Est était assujettie à des empires multinationaux, ici l'empire Habsbourg, l'empire russe et l'empire ottoman (Szücs, 1990). La construction nationale était dans ce cas toujours de type « risorgimento » (Alter, 1985), dirigée contre l'ordre existant et dépendant de son écroulement. Les dates d'indépendance nationale sont 1881 pour la Roumanie, 1882 pour la Serbie, 1908 pour la Bulgarie et 1919 pour tous les autres. La Russie, bien sûr, se démarque comme un cas particulier où la tradition impériale a ajouté une composante politique significative à la définition de la nation russe. Toutefois, la Russie mise à part, le modèle dominant a été l'émergence d'une identité nationale sans État-nation, c'est-à-dire une définition ethnique de la nation, et l'établissement d'un État-nation en même temps que la démocratisation après la Première Guerre mondiale, c'est-à-dire dans le contexte de la première vague de démocratisation (Huntington, 1991).

Dans ce contexte, beaucoup de nations postsocialistes peuvent être caractérisées par une configuration triadique des nations entre :

- le processus de construction nationale (*nation-building*) ;
- l'existence de minorités nationales à l'intérieur des nouveaux États ; ainsi que
- l'existence de « terres natales » à l'extérieur du pays (*external homeland*) (Brubaker, 1997 ; voir également Smith, 2001).

Le rôle des « terres natales » ou « territoires perdus » représente une des caractéristiques-clés du processus de construction nationale dans la région et une circonstance actuelle particulièrement pertinente pour la droite radicale.

Dans cette optique, la littérature se concentre souvent sur l'importance des minorités ethniques et des conflits qui y sont liés. S'il existe des minorités nationales numériquement importantes (plus de 3 % de la population), il faut s'attendre à ce que des conflits « réels » émergent concernant la langue, l'éducation et d'autres questions liées aux minorités. Sur ce terrain, les forces de droite radicale peuvent bénéficier extrêmement facilement d'un tel clivage politique.

Une autre dimension dans laquelle le problème des minorités joue un rôle est l'existence de « terres natales » extérieures au pays. Cela est une question délicate, politiquement explosive dans la région, car l'identification avec des populations de la même nation vivant à l'extérieur des frontières de l'État-nation à proprement parler est un argument bienvenu de mobilisation pour des groupes ultranationalistes et en particulier des groupes révisionnistes.

Étant donné que tous les grands pays, Russie comprise, propagent l'idée que les frontières étatiques existantes ne peuvent être touchées à l'intérieur de l'Europe, la situation de ces pays ayant des « terres natales » extérieures donne à la droite radicale une question spécifique dont elle peut s'emparer et qu'elle peut utiliser contre l'*establishment* comme l'a montré récemment

le cas de Jobbik en Hongrie. C'est dans cette sphère que le processus de construction nationale peut facilement l'emporter sur d'autres questions et ainsi contribuer à expliquer la mobilisation du radicalisme de droite plus que d'autres facteurs (Stein, 2000). Dans des pays comme la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et d'autres, des conflits d'ordre constitutionnel se sont développés qui ont endommagé le processus de consolidation démocratique. Ces conflits se sont développés à propos de questions qui, en l'absence de telles minorités, n'auraient pas touché l'agenda politique, telles que les tentatives d'interdire les partis ethniques, les lois sur la nationalité et les lois linguistiques, les questions d'autonomie territoriale et d'éducation.

MODERNISATION ET CHANGEMENT DE RÉGIME

La transition de régime est ici comprise comme un processus de modernisation mais d'une nature plus profonde et plus extensive que dans les sociétés ouest-européennes dans toute la période de l'après-guerre. Ces changements incluent la disparition du socialisme d'État et, avec celle-ci, le discrédit de l'idéologie du régime, la transformation politique et économique simultanée et un haut niveau de désorientation sociale et d'ambivalence par rapport au nouveau régime. Il est par exemple évident que le développement de la culture politique des PECO diverge encore de celui des démocraties de l'Ouest par rapport aux valeurs et normes politiques de base, ainsi que dans les comportements tels que la participation électorale (voir Almond et al., 2009, chap. 2). Seule la République tchèque montre des signes précoces de « culture citoyenne » avec des niveaux relativement élevés et stables d'attachement émotionnel au nouveau système politique et la formation de principes pluralistes (Jacobs/Pickel, 2001). Cela peut être en partie attribué au fait que ce pays a été la seule démocratie effective de la région dans toute la période de l'entre-deux-guerres.

Dans tous les États socialistes, il y avait eu des tendances à compenser la faible légitimité du régime en faisant appel à des questions d'ordre national, cherchant par cela à légitimer le régime en ayant recours à des traditions nationales particulières. Mais le degré de succès rencontré varie considérablement. Il y a eu :

- des cas de succès restreint, par exemple, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, et en particulier la RDA d'une part ;
- et des cas avec une résonance plus large comme la Roumanie et la Yougoslavie d'autre part.

Par rapport au déroulement de la transition du régime et à la consolidation de la démocratie, il convient de distinguer entre des pays dans lesquels le conflit à propos de la nature du nouveau régime a été réglé (tels que la Hongrie, la République tchèque, la Pologne et les pays baltes) et ceux où cela n'a pas été le cas. Dans ces derniers, des positions de droite radicale peuvent être liées de manière électoralement profitable à la lutte se déroulant à propos du régime, en particulier l'évaluation (positive) du passé sous le socialisme d'État.

Ici, on peut partir du principe que les traditions communistes-nationales (là où elles ont existé) continuent à avoir un effet. Ce n'est pas une surprise que l'on ne puisse observer une proximité idéologique, si ce n'est une coopération, entre les forces communistes et nationales que dans les pays où le conflit de régime n'a pas encore été réglé (Ishiyama, 2009). Des partis socialistes sans réels efforts de réformer leurs programmes dans une direction pro-démocratique continuent d'enrichir leurs idéologies d'éléments nationalistes. Ainsi, un lien direct existe entre le « nationalisme communiste » (Shenfield, 2000 : 81) de la période socialiste et de potentielles positions d'extrême droite dans la période postcommuniste. Dans les pays où les anciens partis communistes ont été soumis à un changement approfondi, la prise de distance avec l'idéologie socialiste implique également une rupture avec la tradition nationale communiste.

MODERNISATION ET STRUCTURES DE CLIVAGE

Globalement, les structures de clivage dans les PECO diffèrent de manière marquée de celles rencontrées dans les démocraties de l'Ouest. En Europe du centre et de l'est, tous les clivages sont nouveaux (ou renouvelés) et doivent être analysés dans le contexte du processus de transformation. Si l'hypothèse de « clivages gelés » de Lipset et Rokkan était déjà questionnable pour les systèmes de partis de l'Ouest dans les années 1970 et 1980, il est d'autant plus difficile de l'appliquer aux PECO.

Les systèmes de partis avaient été éphémères et instables dans les années 1920 et les régimes de partis uniques qui suivirent la Seconde Guerre mondiale ont éradiqué les fragiles structures de clivage qui auraient pu exister. Des clivages traditionnels ou de nouveaux clivages saillants ne jouent le rôle de structurer la compétition entre les partis que dans les pays où la question dominante, c'est-à-dire le conflit de régime entre les partisans de l'ancien régime et ceux du nouvel ordre, a été résolu, et où la consolidation démocratique a pu progresser. La résolution du conflit de régime est définie par la situation dans laquelle toutes les forces politiques pertinentes préfèrent clairement le régime démocratique au régime socialiste précédent. Durant les années 1990, cela a été le cas uniquement en Europe centrale (incluant les États baltes à l'exception de la Slovaquie (Beichelt, 2001).

La majeure partie de la recherche sur les systèmes de partis dans l'Europe centrale et orientale postsocialiste identifie certains clivages centraux, tels que celui opposant les forces qui prônent les idées de libéralisme du marché à celles qui favorisent la redistribution, ou le clivage opposant modernisateurs et opposants à la modernisation. Il a été argumenté que l'idée d'un double conflit de modernisation, d'une part le long d'un axe socioéconomique, et d'autre part le long d'un axe socioculturel ou relatif aux valeurs, reflète les différences logiques et

historiques des deux clivages (Beichelt, 2001 : chap. 4). De même, Herbert Kitschelt et ses collaborateurs ont ajusté un modèle antérieur au contexte de la transformation dans les PECO. Ils ont redéfini les deux clivages principaux comme se situant d'une part entre les libéraux du marché et les protectionnistes sociaux, et d'autre part entre les libéraux séculaires et les autoritaristes religieux (Kitschelt et al., 1999). Le clivage socioéconomique est défini en majeure partie par le conflit entourant l'introduction de l'économie libérale de marché, avec d'un côté des partisans de cette dernière, qui bénéficient de plus en plus du développement économique, et de l'autre côté des « perdants de la modernisation » qui souffrent des coûts de transformation croissants (Milanovic, 1998). Si l'on comprend le radicalisme de droite comme une réaction à ces processus de modernisation, la hauteur des coûts de transformation peut être envisagée comme un facteur influençant l'émergence de la droite radicale. Une mesure possible de ces coûts peut être dérivée d'indicateurs concernant l'accroissement des inégalités socioéconomiques et du revenu réel depuis le démarrage de la transformation.

La dimension socioculturelle de la modernisation est vue comme la polarité entre :

- le degré de sécularisation et de pluralisation culturelle d'une part (perçue en même temps comme le résultat des politiques des régimes socialistes d'État et comme une conséquence propre au changement de régime) ; et d'autre part
- la continuité des valeurs dominantes d'autorités et de bien-être (Inglehart, 1999).

Dans certains pays, par exemple la Pologne et la Roumanie, la religiosité est toujours atypiquement forte. La plupart des autres pays ont connu un processus de recul de l'Église et de sécularisation (Norris/Inglehart, 2004 : chap. 5). Le degré de religiosité et le conflit entre les groupes religieux et séculaires ou entre les « types de valeurs » peut être attendu comme exerçant une influence sur la mobilisation de la droite radicale s'ils coïncident avec des questions d'identité nationale (non résolues).

LA DROITE RADICALE DANS LES DÉMOCRATIES D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE APRÈS 1989 : UNE ÉVALUATION ANALYTIQUE

Suivant ce raisonnement, une vue d'ensemble analytique de la force et de la nature de la droite radicale dans les PECO peut être fournie sur la base d'un cadre d'analyse développé antérieurement par mon collègue de la Viadrina Timm Beichelt et moi-même (Beichelt/Minkenbergh, 2002). Cette évaluation analytique met en valeur le rôle des problématiques spécifiques à la région pour la mobilisation de l'ultranationalisme, dans l'acceptation restreinte de l'existence de potentiels conflits territoriaux et de minorités transnationales transfrontalières. L'analyse pose aussi la question plus vaste de la façon dont le régime politique, en particulier les acteurs politiques établis, font face à la contestation par la droite radicale. Les données de l'analyse proviennent largement des années 1990 et devront être mises à jour dans un stade plus avancé de ma recherche.

La vue d'ensemble révèle différents schémas tout en ouvrant les yeux sur des particularités frappantes. En règle générale, dans les cas comportant plus de deux variables propices à la droite radicale, cette dernière peut compter sur des niveaux plus élevés de soutien électoral, et vice versa. Cela était vrai :

- d'une part pour la République tchèque et la Hongrie, où les partis de la droite radicale jouaient seulement un rôle mineur ; et
- d'autre part pour la Roumanie et la Russie, où des groupes d'extrême-droite puissants coexistaient avec des partis communistes-nationaux.

Tableau 2. Contexte culturel, structure d'opportunité et potentiel électoral de la droite radicale dans l'Europe postsocialiste (années 1990)

	Héritages et structures d'opportunités					Potentiel électoral			
	Type de nation	Existence de "terres natales extérieures"	Existence d'une minorité nationale importante	Conflit de régime: Régime contesté par des forces politiques importantes	Coût de transformation	Partis postcommunistes non-réformés avec prédécesseurs "communistes-nationaux" (avant-1989)(a)(b)	Partis nationalistes (a)(c)	Somme	Type de parti dominant (e)
Bulgarie (1990-2000)	Culturel	Non	Oui	Oui	Très élevé	0	0	0	
Estonie (1992-2000)	Ethnique	Non	Oui	Non	Très élevé	0	0	0	
Hongrie (1990-2000)	Ethnique	Oui	Oui	Non	Élevé	0	3.6	3.6	Raciste
République Tchèque (1992-2000)	Ethnique	Non	Non	Non	(Très) élevé	0	6.0	6.0	Raciste
Slovaquie (1992-2000)	En évolution	Non	Oui	Oui	Élevé	0	7.2	7.2	Raciste
Pologne (1991-2000)	Culturel	Non	Non	Non	Élevé	0	(d) 9.0	9.0	Raciste, Fondamentaliste
Russie (1993-2000)	Culturel	Oui	Oui	Oui	Très élevé	23.3	8.6	31.9	Fasciste-autocratique
Roumanie (1990-2000)	Ethnique	Oui	Oui	Oui	Élevé	29.1	14.4	43.5	Fasciste-autocratique

(a) Moyenne des résultats des deux dernières élections avant fin 2000 dans les élections législatives nationales.

(b) Partis inclus : Roumanie : PDSR, Russie : KPRF.

(c) Partis inclus : République tchèque : SPR-RSC, Hongrie : MIÉP ; Pologne : KPN, ZChN, Slovaquie : SNS, Roumanie : PUNR, PRM, Russie : LDPR.

(d) Difficilement déterminable, car en 1997 la droite radicale a participé à la coalition électorale avec AWS, qui ne peut être caractérisée dans son ensemble comme un parti radical.

(e) Pour classification voir Minkenberg, (2002).

Source : Beichelt et Minkenberg (2002, p. 16).

Ici un rôle frappant des héritages propres à chaque pays apparaît. Les pays ayant une tradition communiste-nationaliste forte antérieure à 1989 semblent produire la variante fasciste-autocratique du radicalisme de droite comme type majeur de parti, et la droite radicale a eu un effet problématique sur le développement de la démocratie dans ces pays. Du fait de l'interaction entre la droite radicale et la gauche postcommuniste, une « weimarisation » de ces régimes reste un itinéraire possible pour le développement futur.

- En Russie, l'élection de Poutine a ralenti ce processus, mais le radicalisme de droite continue à obscurcir les chances de la démocratie. Plus spécifiquement, la droite radicale russe emploie deux axes principaux, le nationalisme impérialiste, représenté par le LDPR, et le nationalisme social, représenté par le CPRF, le parti succédant au parti communiste (Beichelt, 2009). Tous les deux sont alimentés par un radicalisme antimoderniste et constituent un phénomène rouge-brun. La différence entre les nationalistes rouges et bruns ne réside pas dans l'élément nationaliste de leurs idéologies, mais plutôt dans leur degré d'opposition au nouveau régime. Le LDPR de Jirinovski montre plus de disposition à coopérer avec le nouveau pouvoir. Dans le même temps, le concept de léninisme est soumis à des changements considérables. Comme le soutient Beichelt, l'« étiquette léniniste » a transcendé sa signification originelle, indiquant une mise en valeur croissante des éléments pré-communistes de l'héritage russe.
- Les élections présidentielles roumaines de 2000 ont confirmé la tendance rouge-brune. L'ancien allié de Ceaușescu Iliescu et le fasciste autocrate Tudor ont rassemblé une large part des voix. Quoi qu'il en soit, dans les élections suivantes jusqu'à l'adhésion à l'UE en 2007, le soutien à la droite radicale a diminué (voir Minkenberg/Perrineau, 2007 ; également tableau 1 plus haut).

Par ailleurs, des partis de droite radicale de type raciste ou ethnocentrique dominant la scène dans les cas où la démocratie a pu s'enraciner. Ce point souligne la possibilité que ces partis « rattrapent » les scénarios ouest-européens (voir Bustikova/Kitschelt, 2009).

Mais à la différence de la plupart des cas ouest-européens, les leaders et les plateformes de ces partis se font l'avocat d'idéologies davantage tournées vers le passé, notamment à l'égard de « territoires perdus », ouvertement antisémites ou racistes et de sentiments anti-démocratiques (Minkenberg, 2002). À la différence des « mouvements d'indépendance » en Europe de l'Ouest (pays basque, Nord de l'Italie), ces partis et mouvements sont les plus enclins de toute l'Europe à s'engager dans une politisation ultranationaliste des questions frontalières, qui remet en question les frontières actuelles de plus d'un État-nation, *et* combinent cette remise en question avec un agenda antidémocratique et anti-minorités.

Surtout, un effet important du passé ou des héritages historiques peut être décelé. Une analyse de 17 pays de l'ancien Est communiste par Bustikova et Kitschelt (2009) montre que :

- Dans les pays ayant hérité d'un communisme s'accommodant de la nation et fournissant aux perdants du changement de régime le filet de sécurité de l'État-Providence, la droite radicale ne reçoit qu'un soutien réduit ;
- Le contraire est vrai pour des pays avec un héritage communiste patrimonial. Dans ces pays, les programmes « rouge-brun » autoritaristes et exclusifs résonnent dans des segments significatifs du public, mélangés avec des positions anticapitalistes.

À la lumière de ces schémas généraux, les cas de l'Estonie et en particulier de la Bulgarie sont frappants par le fait qu'ils contiennent des structures d'opportunité plutôt favorables à la droite radicale, en particulier des minorités ethniques importantes avec une religion différente (les Russes en Estonie, les Turcs en Bulgarie) mais qu'apparemment aucun parti de droite radicale n'a émergé jusqu'à il y a peu en Bulgarie.

- Jusqu'à l'émergence d'Ataka, la Bulgarie était un cas atypique dans ce groupe. Sur la base du modèle analytique précédent, on aurait pu attendre une apparition

beaucoup plus précoce de ce parti. Une des raisons pourrait être que le bloc politique de la droite montre encore des caractéristiques proches d'une organisation de type « mouvement social » avec de bas niveaux de cohérence programmatique. Le succès électoral passager de l'ancien monarque Siméon II souligne la fluidité de l'électorat ainsi que la structuration très faible du système de partis.

- Avec l'émergence d'Ataka, la Bulgarie semble avoir rattrapé ses voisins dans la région. Une étude récente par James Frussetta et Anca Glont (2009) compare l'adaptation du discours fasciste de l'entre-deux-guerres par la droite radicale contemporaine en Bulgarie et en Roumanie. Ils montrent que l'élément-clé pour l'adaptation du discours fasciste n'est pas la « copie » des types de mouvements et d'idéologies de l'entre-deux-guerres. C'est plutôt l'héritage de l'ère communiste qui importe. Plus spécifiquement, c'est l'héritage de l'approche des communistes eux-mêmes vis-à-vis du fascisme de l'entre-deux-guerres qui fonctionne en tant que « passé utilisable » pour la droite radicale contemporaine. En Bulgarie comme en Roumanie, la droite radicale se présente comme l'héritière du fascisme de l'entre-deux-guerres alors qu'en réalité, ils partagent peu en ce qui concerne leur idéologie. Le double héritage de l'idéologie fasciste et du communisme fusionne dans un nouvel agenda ultranationaliste, approprié à l'arène postcommuniste de la compétition politique.
- L'absence de tout parti de droite radicale en Estonie malgré la discrimination hautement médiatisée de la minorité ethnique russe pourrait être attribuée à la situation frontalière précaire par rapport au voisin russe. Toute activité politique ouvertement de droite radicale serait destinée à provoquer une contre-attaque russe, dont la menace pousse même les nationalistes à embrasser les idées et l'intégration ouest-européennes.
- Contrairement à ces deux cas, la situation polonaise semble inversée du fait que la structure d'opportunité comparativement peu favorable a permis un soutien tout de même conséquent pour la droite radicale. Dans ce pays, le faible niveau de structuration formelle de la droite et en particulier le rôle ambigu de l'Église catholique et son manque de position critique par rapport à l'antisémitisme

semblent jouer en faveur des entrepreneurs politiques ultranationalistes. Dans le cas présent, les « territoires perdus » à l'Est de la Pologne ne jouent pas de rôle pour la mobilisation nationaliste.

- Le cas opposé se présente en Hongrie, où le parti de la Vie et de la Justice mené par Czurka (MIÉP) tout comme le parti lui succédant, Jobbik, se font les porte-voix de la vision d'une Grande Hongrie, ce qui remet en questions les frontières nationales actuelles entre la Hongrie et les états voisins, la Slovaquie et la Roumanie (voir Bayer, 2009).

CONCLUSION

Mon raisonnement était que des héritages historiques particuliers qui ont formé la région dans son ensemble, de la construction nationale tardive au manque de démocratie dans la période de l'entre-deux-guerres jusqu'à l'expérience du communisme et de la domination par une puissance hégémonique (l'Union soviétique) ont laissé des traces dans la droite radicale en Europe centrale et orientale. Indépendamment des différences à l'intérieur de la famille de la droite radicale, ces héritages donnent une unité à la droite radicale et la rendent distincte de ses variantes ouest-européennes.

Avec la droite radicale, une « construction syncrétique » (Tismaneanu) particulière a émergé en Europe du Centre et de l'Est après 1989. Celle-ci est dérivée à la fois des héritages pré-communistes et communistes. Toutefois, sauf pour la Pologne, la droite radicale semble être moins une exécutrice testamentaire fidèle de l'« extinction léniniste » (Jowitt), mais plutôt une bénéficiaire du léninisme, en cela qu'elle est capable de poursuivre à son bénéfice certains des héritages léninistes ou bien que son action est facilitée par ceux-ci dans un paysage post-dictatorial.

Quoi qu'il en soit, malgré des similarités entre les nations, les mouvements et partis de la droite radicale dans la région sont loin de former une

force politique transnationale : la nature de leur idéologie et l'histoire de la construction nationale dans la région établissent des barrières puissantes contre les alliances supranationales. Il existe certes une interdépendance historique entre les partis et mouvements, liée à des destins comparables sous l'hégémonie de Moscou, mais celle-ci est faible. La droite radicale est-européenne repose d'abord et avant tout sur des identités nationales propres.

BIBLIOGRAPHIE

- Almond (Gabriel), Dalton (Russell J.), Powell (G. Bingham) and Strøm (Kaare) (eds.), *European Politics Today*, 4^e ed., New York, Longman, 2009.
- Alter (Peter), *Nationalism*, London, Edward Arnold, 1985.
- Anderson (Benedict), *Imagined Communities*, London, Verso, 1983.
- Auer (Stefan), "Nationalism in Central Europe – A Chance or a Threat for the Emerging Liberal Democratic Order?", *East European Politics and Societies*, 14 (2), 2000, pp. 213-245.
- Bayer (József), "Country Report Hungary", Bertelsmann Stiftung (ed.), *Strategies for Combating Right-wing Extremism in Europe*, Gütersloh, Verlag Bertelsmann Stiftung, 2009, pp. 285-326.
- Beichelt (Timm), *Demokratische Konsolidierung im postsozialistischen Europa, Die Rolle der politischen Institutionen*, Opladen, Leske and Budrich, 2001.
- Beichelt (Timm), "Two Variants of the Russian Radical Right: Imperial and Social Nationalism", Michael Minkenberg (ed.), "Legacies and the Radical Right in post-1989 Central and Eastern Europe", Special Issue of *Communist and Post-Communist Studies*, 42 (4), 2009, pp. 505-526.
- Beichelt (Timm), Barnickel (Christiane), *Shifting immigration & integration policies in CEE countries*, Contribution à la conférence "Governing the European Borderlands", New York University et Rutgers University Newark, 2009, 29- 31 octobre 2009.
- Beichelt (Timm) and Minkenberg (Michael), "Explaining the Radical Right in Transition: Theories of Right-wing Radicalism and Opportunity Structures" in Post-socialist Europe, FIT Paper, 3/2002, Frankfurter Institut für Transformationsstudien, Frankfurt (Oder), 2002.
- Beyme (Klaus von), "Rechtsextremismus in Osteuropa", Falter, Jürgen Jaschke, Hans-Gerd Winkler, Jürgen (Hrsg.), *Rechtsextremismus: Ergebnisse und Perspektiven der Forschung: Sonderheft 27/1996 der Politischen Vierteljahresschrift*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1996, pp. 423-442.
- Brubaker (Rogers), *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge/London, Harvard University Press, 1992.
- Brubaker (Rogers), *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- Bustikova (Lenka) and Kitschelt (Herbert), "The Radical Right in Post-communist Europe: Comparative Perspectives on Legacies and Party Competition", Michael Minkenberg (ed.), *Legacies and the Radical Right in post-1989 Central and Eastern Europe*, Special Issue of "Communist and Post-Communist Studies", 42 (4), pp. 459-484.
- Carter (Elizabeth), *The Extreme Right in Western Europe: Success or failure?* Manchester, Manchester University Press, 2005.
- Casals (Xavier), *Ultrapatriotas*, Barcelona, 2002.

- Ekiert (Gregory) and Hanson (Stephen. E) (eds.), *Capitalism and Democracy in Central and Eastern Europe: Assessing the Legacy of Communist Rule*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- Hobsbawm (Eric), *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth, Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- Howard (Marc M.), "The Leninist Legacy Revisited", Vladimir Tismaneanu, Marc M. Howard, Rudra Sil, (eds.), *World Order after Leninism*, Seattle and London, University of Washington Press, 2006, pp. 34-46.
- Huntington (Samuel P.), *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.
- Ignazi (Piero), *Il Polo Escluso*, Bologna, Il Mulino, 1994.
- Inglehart (Ronald), *Modernization and Postmodernization*, Princeton, Princeton University Press, 1999.
- Ishiyama (John), "Historical Legacies and the Size of the Red-Brown Vote in Post-Communist Politics", Michael Minkenberg (ed.), "Legacies and the Radical Right in post-1989 Central and Eastern Europe", Special Issue of *Communist and Post-Communist Studies*, 42 (4), 2009, pp. 445-572.
- Jacobs (Jörg) and Pickel (Gert), *Subjektive Legitimität - Die Sicht der Bevölkerung auf den Rechtsstaat und die Bedeutung dieser Sicht für die Konsolidierung der osteuropäischen Transformationsstaaten zehn Jahre nach dem Umbruch*, Frankfurt/Oder, manuscrit, 2001.
- Judt (Tony), *Postwar: A History of Europe since 1945*, London, Penguin, 2005.
- Kitschelt (Herbert), "Growth and Persistence of the Radical Right in Postindustrial Democracies: Advances and Challenges in Comparative Research", *West European Politics*, 30 (5), October, 2007, pp. 1176-1207.
- Kitschelt (Herbert) and McGann (Anthony), *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995.
- Kitschelt (Herbert), Mansfeldova (Zdenka), Markowski (Radoslaw) and Tóka (Gabor), *Post-Communist Party Systems: Competition, Representation and Inter-Party Cooperation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- Kopstein (Jeffrey), "Postcommunist Democracy: Legacies and Outcomes", *Comparative Politics*, January 2003, pp. 231-250.
- Meinecke (Friedrich), *Weltbürgertum und Nationalstaat: Studien zur Genesis des deutschen Nationalstaats*, München/Berlin, R. Oldenbourg, 1908.
- Milanovic (Branko), *Income, Inequality, and Poverty during the Transition from Planned to Market Economy*, Washington, D.C., World Bank, 1998.
- Minkenberg (Michael), *Die neue radikale Rechte im Vergleich. USA, Frankreich, Deutschland*, Opladen/Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 1998.
- Minkenberg (Michael), "The Renewal of the Radical Right: Between Modernity and Anti-modernity", *Government and Opposition*, 35 (2), Spring 2000, pp. 170-188.
- Minkenberg (Michael), "The Radical Right in Post-Socialist Central and Eastern Europe: Comparative Observations and Interpretations", *East European Politics and Societies*, 16 (2), 2002, pp. 335-362.

- Minkenberg (Michael), "Between Transition and Tradition: The Central European Radical Right and the New European Order", Christina Schori Liang (ed.), *Europe for the Europeans: The Foreign and Security Policy of the Populist Radical Right*, Aldershot, Ashgate, 2007, pp. 261-282.
- Minkenberg (Michael), *The Radical Right in Europe: An Overview*, Gütersloh, Verlag Bertelsmann Stiftung, 2008.
- Minkenberg (Michael) and Perrineau (Pascal), "The Radical Right in the European Elections 2004", *International Political Science Review*, 28 (1), January 2007, pp. 29-55.
- Mudde (Cas), "Extreme-right parties in Eastern Europe", *Patterns of Prejudice*, 34 (1), 2000, pp. 5-27.
- Mudde (Cas), *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- Norris (Pippa) and Inglehart (Ronald), *Sacred and Secular: Religion and Politics Worldwide*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
- Ramet (Sabrina) (ed.), *The Radical Right in Central and Eastern Europe Since 1989*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 1999.
- Smith (Anthony), *Nationalism: Theory, Ideology, History*, Cambridge, Polity Press, 2001.
- Stein (Jonathan) (ed.), *The Politics of National Minority Participation in Post-Communist Europe*, Armonk/London, M. E. Sharpe, 2000.
- Stöss (Richard), *Rechtsextremismus im vereinigten Deutschland*, Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2003.
- Szücs (Jenő), *Die drei historischen Regionen Europas*, Frankfurt, Verlag Neue Kritik, 1990.
- Wolff (Lawrence), *Inventing Eastern Europe: The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*, Stanford, Stanford University Press, 1994.

LES PARTIS D'EXTRÊME DROITE EN EUROPE DE L'OUEST

PIERO IGNAZI

En Europe de l'Ouest, l'extrême droite a affiché un visage différent à partir du milieu des années 1980. Elle a, en même temps, élaboré de nouveaux thèmes, qui lui ont assuré un développement inédit à la fois en termes de durée et de dimension du succès rencontré. Aujourd'hui, à la fin de la première décennie du nouveau siècle, l'extrême droite connaît une nouvelle progression due à son récent « aggiornamento ». Dans ce travail, nous allons illustrer les caractéristiques des partis d'extrême droite pendant les différentes phases historiques qui ont marqué le développement de cette famille politique et nous allons avancer quelques hypothèses sur les raisons de leur succès.

On peut distinguer trois phases dans l'évolution de l'extrême droite depuis la deuxième guerre mondiale : une première jusqu'au milieu des années 1980, une deuxième jusqu'à la fin des années 1990 et la dernière du début du siècle jusqu'à nos jours.

La première phase couvre toute la période située entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et les années 1980. Pendant cette période, l'extrême droite se caractérise essentiellement par ses tendances néofasciste et nostalgique. Sa référence idéologique et symbolique est celle des fascismes entre les deux guerres et dans leurs différentes versions. Le parti phare est alors le *Mouvement social italien* (MSI), parti clairement néofasciste créé en 1946 et capable d'entrer au

parlement italien dès les premières élections législatives, en 1948. Grâce à sa capacité de sceller des alliances électorales d'envergure dès ses débuts – lors des élections municipales de 1951-1952, il s'allie aux monarchistes et entre ainsi dans les conseils municipaux de quelques grandes villes comme Bari, Naples ou Catane –, et grâce à sa présence territoriale et à son système d'organisation « classique », typique des partis de masse, le MSI s'installe durablement dans le paysage politique italien. Cette performance lui permet d'être considéré comme le parti de référence par toute l'extrême droite européenne pendant les premières décennies d'après-guerre. Seul le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), et uniquement pendant une courte période à la fin des années 1960, peut revendiquer des succès électoraux significatifs : à l'époque, lors d'élections dans plusieurs länder, le NPD réussit à faire son entrée dans certains parlements régionaux. Toutefois, n'ayant pas réussi à dépasser la barre de 5 % des voix aux élections pour le *Bundestag* en 1969 (seuil minimum pour pouvoir être représenté au parlement allemand), il sombre dans une crise aussi immédiate que profonde.

Cependant, même si l'on exclut ces deux cas de « partis nostalgiques », dans les années 1970, on voit surgir des phénomènes nouveaux, difficilement classables comme néofascistes, bien que clairement orientés à droite, qui révèlent une diffusion, encore sous-jacente, d'un sentiment d'insatisfaction contre le système politique. Ces phénomènes font leur apparition surtout en Scandinavie et en Suisse, avec les *Partis pour le Progrès*, au Danemark et en Norvège, et avec des groupuscules comme l'*Action nationale*, *Vigilance* ou le *Mouvement républicain* en Suisse.

Les deux partis scandinaves sont créés en même temps en 1973. Ils véhiculent un discours fait d'une protestation anti-establishment et anti-fiscale à laquelle s'ajoutera rapidement une composante xénophobe. Ce discours donnera naissance à un phénomène repris, par la suite, par toute l'extrême droite

européenne : le « *chauvinisme de l'État providence* »¹, selon lequel les bénéfices de l'État social doivent être réservés aux seuls nationaux.

La création des partis suisses est due à la mobilisation de certains entrepreneurs politiques qui soumettent des propositions pour limiter l'immigration lors des référendums et des initiatives populaires. Si leurs propositions sont rejetées, ils n'en recueillent pas moins une large adhésion qui ne se traduira cependant pas en voix lors des élections législatives.

Cependant, au-delà de ces signes précurseurs, *la deuxième phase* s'ouvre avec l'irruption dans le paysage politique français du Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen. À l'instar du MSI qui était le « parti phare » de l'extrême droite après la guerre, le FN est le parti de référence pour la période qui va du milieu des années 1980 – à partir de ses retentissants scores électoraux aux élections européennes de 1984 (11 %) – jusqu'aux débuts des années 2000.

Comme on sait, le FN s'affirme, d'abord, par la politisation de deux thèmes – immigration et sécurité – qui, jusque-là, avaient été confinés aux marges du débat politique et qui sont d'importance pour une partie de l'électorat. Il s'affirme ensuite grâce au déplacement vers la droite du centre de gravité politique, en France comme ailleurs, qui ouvre un chemin politique inédit pour le discours extrémiste. Il s'affirme, enfin, à la suite de la montée d'une crise de la représentation et de la légitimité du système démocratique. Pendant les années 1980, s'inspirant de l'agenda politique du FN, naissent des nouveaux partis et certains partis précédemment modérés se radicalisent fortement, à l'image du *Parti libéral d'Autriche* (FPÖ) et de l'ascension de Jörg Haider, en 1986. L'extrême droite post-1980 est complètement différente de la précédente, nostalgique et néofasciste. Elle ne regarde plus vers le passé, mais insiste au contraire sur les problèmes de la société contemporaine : atomisation sociale et désagrégation des réseaux traditionnels de solidarité, perte de l'« identité nationale », peur de l'étranger. Le

¹ En français dans le texte (N.d.T.).

discours qui prône l'absence d'idéalisation et d'idolâtrie de l'État, le renoncement – tout au moins théorique – à l'usage de la violence et à ses connotations paramilitaires, l'acceptation du libre marché et de l'individualisme, l'abandon du projet de création d'une société nouvelle voire d'un homme nouveau donne à l'extrême droite des années 1980 un élément de nouveauté et de substantielle extériorité au fascisme. De plus, le refus explicite de la part des leaders de ces partis d'extrême droite de toute filiation au fascisme historique constitue l'une des clés de leur succès. Une démonstration *a contrario* de cette thèse nous vient de la trajectoire particulière suivie par le MSI. À la fin des années 1980, pendant que le FN et le FPÖ progressent, le MSI, encore drapé dans sa rhétorique néofasciste, entame son rapide déclin. Seule la crise verticale du système des partis italiens, causée par les scandales judiciaires dans le cadre de *Mains propres*, et sa transformation en parti « postfasciste » *Alliance nationale* (AN), en 1995, permettront au MSI de faire demi-tour et d'atteindre des scores jamais atteints auparavant.

L'entrée dans plusieurs systèmes politiques européens de partis d'extrême droite « importants », porteurs d'une forte charge anti-système et anti-establishment et, souvent, en confrontation directe avec les partis modérés-conservateurs auxquels ils enlèvent des voix, provoque une réaction de fermeture chez les partis traditionnels : jusqu'à la fin des années 1990, le *cordon sanitaire*² par lequel on les tient en marge ne subit aucune brèche. Cette marginalisation conduit à une progressive radicalisation des partis d'extrême droite, et par conséquent, à la mutation de certains thèmes porteurs de leur agenda et de leurs références sociales. Ils abandonnent, par exemple, leur *penchant*³ néo-libéral des débuts et s'appuient, au contraire, sur les difficultés que vivent les couches populaires auxquelles, selon la propagande d'extrême droite, l'État – et les partis de gauche – ne prêtent plus guère d'attention en leur préférant les immigrés. La polémique n'est plus dirigée vers les partis modérés, coupables d'avoir « trahi » les intérêts des *couches moyennes*⁴,

² En français dans le texte (N.d.T.).

³ *Ibid.* (N.d.T.).

⁴ *Ibid.* (N.d.T.).

mais bien vers le système politique dans son ensemble (« La bande des quatre » disait Jean-Marie Le Pen en parlant du PS, du PCF, du RPR et de l'UDF) : ainsi s'affirme l'approche populiste de la défense des petits contre les gros, de l'homme de la rue contre le réseau intellectualo-politico-médiatique, des besoins quotidiens contre les « principes économiques du système », des honnêtes contre les malhonnêtes, etc.

À cette radicalisation anti-système, due, en partie, à l'étanchéité du cordon sanitaire, s'ajoute la prolétarianisation de l'électorat d'extrême droite. La composante populaire devient, pour ces partis, de plus en plus considérable dans les années 1990 : en Autriche, en 1999, le FPÖ devient « Le parti ouvrier » autrichien, dépassant les sociaux-démocrates en termes de représentativité chez les ouvriers ; au Danemark et en Norvège, les *Partis du Progrès* doublent leurs partis sociaux-démocrates respectifs et en France, lors de l'élection présidentielle de 2002 (comme pour le précédent de 1995), Jean-Marie Le Pen arrive en tête parmi tous les autres candidats en termes de préférence exprimée par les ouvriers.

La radicalisation et la prolétarianisation des années 1990 permettent à certains partis d'atteindre les meilleurs résultats électoraux de l'histoire de l'extrême droite de l'après-guerre (graphique 1). Le FPÖ autrichien atteint le sommet, avec 26,9 % en 1999 (tableau 1). L'*Union démocratique du centre* (UDC) suisse – autre cas de radicalisation d'un parti modéré – obtient 22,6 % en 1999 (tableau 8). Le *Parti pour le Progrès* norvégien dépasse 15 % en 1997 et 20 % lors des élections suivantes (tableau 6). L'héritier du *Parti pour le Progrès* danois, le *Parti du peuple danois* (DFP) (tableau 3) et le *Vlaams Blok* (VIB) flamand dépassent 10 % au début des années 2000 (tableau 2). Le FN, à l'élection présidentielle de 2002, atteint son sommet historique de 17,8 % (tableau 4). Pour finir, toujours en 2002, surgit le cas de Pim Fortuyn : après son assassinat, sa liste obtient 17 % aux élections néerlandaises (tableau 7).

Quatre pays restent imperméables à cette vague favorable à l'extrême droite : la Grande-Bretagne, la Suède, l'Allemagne et l'Italie.

En Grande-Bretagne, le système électoral majoritaire est l'une des principales causes des difficultés rencontrées par les partis extrémistes pour émerger. Malgré le large écho que certaines élections locales, bien que s'agissant d'épisodes isolés, ont provoqué au sein des médias anglais avec l'affirmation du *British National Party* (BNP) jusqu'aux années 2000, ce courant politique est resté dans une situation de marginalisation absolue.

En Suède, on a assisté au soudain feu de paille de l'éphémère succès d'une liste, la *Nouvelle Démocratie* (NyD), qui obtient 6,7 % des voix lors des élections qualifiées de « tremblement de terre » de 1991. Il faut cependant souligner que cette liste, bien que présentant un programme aux traits xénophobes et aux accents populistes, n'entre pas forcément dans cette catégorie. Il s'agit là d'un phénomène de très courte durée qui disparaîtra, en effet, lors des élections suivantes. Il faut cependant noter qu'aux dernières élections législatives de novembre 2010, le parti d'extrême droite, les Démocrates de Suède, est passé de 2,9 % (2006) à 5,7 %, ce qui lui a permis d'entrer au Riksdag avec vingt députés.

En Allemagne, on assiste à la reprise de l'extrême droite en 1989, avec le succès soudain des *Republikaner* (Rep) – nouveau parti composé de scissionnistes de la CSU bavaroise et d'anciens routiers de l'extrême droite allemande – qui réussissent à entrer au Parlement européen et au *Land* de Berlin. Mais il s'est agi d'un feu de paille. L'unification allemande, d'une part, et le contrôle du Département pour la Protection de la Constitution du ministère de l'Intérieur, d'autre part, ont empêché les *Republikaner* de s'enraciner. Toutefois les Rep, ainsi que les deux autres partis nés entre-temps, l'*Union du peuple allemand* (DVU) et le vieil NPD, obtiennent des succès importants à l'occasion de certaines élections régionales, surtout dans l'ex-RDA. Dans certains cas, ils dépassent même les 10 %, mais dans toutes les élections fédérales pour le *Bundestag*, ils restent très en

dessous du seuil d'accès au Parlement de 5 % (leurs divisions en sont aussi la cause). En Italie, dans les années 1990, le MSI sort non seulement de la tradition néofasciste en se rebaptisant *Alliance nationale*, mais, de surcroît, bien que traversé de contradictions, il s'oriente vers une coalition modérée-conservatrice. Ainsi, à partir de la fin du siècle dernier, n'est-il plus possible de le considérer comme un membre de la famille politique de l'extrême droite. À ce mouvement centripète d'AN s'oppose un glissement vers la droite de la *Ligue du Nord*, surtout à partir des années 2000.

Pour finir, il faut remarquer que les pays méditerranéens qui ont connu une démocratisation récente (Espagne, Portugal et Grèce) restent également étrangers à cette reprise des partis d'extrême droite. Les groupuscules qui y naissent, essentiellement d'inspiration nostalgique et néofasciste, n'ont aucune prise sur l'électorat.

En définitive, cette deuxième phase est caractérisée par une croissance généralisée de l'extrême droite. Ce sont surtout les partis qui bénéficiaient d'une certaine acceptabilité de la part du système politique, comme le FPÖ ou l'UDC, qui séduisent largement l'électorat, dépassant la barre de 20 %. Les deux partis scandinaves poursuivent également leur croissance et le *Parti pour le progrès* norvégien dépasse lui aussi le seuil de 20 % des voix. Cette progression a été possible grâce à une stratégie de moindre radicalisation par rapport aux autres partis d'extrême droite et, surtout, grâce à une brèche ouverte dans la réticence des partis modérés qui lui accordent du crédit. Dans les années 2000, bien que ne réussissant pas à entrer dans leurs gouvernements respectifs, le *Parti pour le progrès* norvégien et l'héritier de son homologue danois, le *Parti du peuple danois* (DFP), apportent souvent un soutien extérieur aux gouvernements conservateurs en place. La même dynamique se manifeste en Belgique, mais, dans ce cas, l'attitude de barrage des partis modérés vis-à-vis du VIB reste ferme et cela l'empêche d'obtenir un réel succès électoral. Le FN se confirme comme un parti avec des racines solides et, malgré la scission du *Mouvement national républicain* (MNR) de

Bruno Mégret, il récupère rapidement ses positions jusqu'aux sommets atteints en 2002.

La troisième phase démarre avec le nouveau siècle et se caractérise par une diffusion progressive des thèmes de l'extrême droite dans l'espace public, en particulier à l'intérieur même des partis modérés-conservateurs. Le cordon sanitaire s'était déjà rompu avec l'entrée, par ailleurs contestée, du FPÖ dans le gouvernement autrichien en 2000, confirmée par les gouvernements successifs jusqu'en 2006. Par ailleurs, la radicalisation d'un parti de gouvernement traditionnel (membre de droit du Conseil fédéral suisse) comme l'UDC, l'entrée de la *Liste Pim Fortuyn* (LPF) dans le gouvernement néerlandais en 2002 et de la *Ligue du Nord* dans le gouvernement italien en 2001 (sans parler du soutien extérieur apporté par les *Partis du progrès* scandinaves) témoignent d'une certaine normalisation de l'extrême droite. Cette normalisation connaît des exceptions (dans des pays où elle est représentée par des partis importants – France et Belgique – comme dans des pays où elle quasiment absente – Allemagne et Grande-Bretagne –), il n'y a cependant aucun doute sur la perméabilité grandissante de l'opinion publique aux discours xénophobes et sécuritaires qui ont fait la fortune des nouveaux partis d'extrême droite. Ces sujets n'auraient toutefois pas pu devenir aussi importants sans deux facteurs favorables. Le premier concerne l'émergence d'une série diversifiée mais connectée de *malaises* dans les sociétés post-industrielles : la défiance et la perte de légitimité des institutions démocratiques, la révolte contre le libéralisme culturel et les valeurs post-matérialistes, l'anxiété face à de possibles marginalisations et déficits de représentation ressentis par les couches populaires. À cette série de tensions et frustrations, il convient d'ajouter le deuxième facteur qui a secoué en profondeur l'opinion publique occidentale : l'attaque contre les Twin Towers du 11 septembre 2001, point de départ et cause d'une vague d'islamophobie grandissante.

Avant d'examiner ce dernier aspect, qui représente un élément novateur dans le discours de l'extrême droite à cause de l'argumentation particulière qui y est développée, il est nécessaire d'approfondir les raisons du succès durable de l'extrême droite. Les innombrables études menées ces dernières années nous livrent des conclusions souvent divergentes, à cause de l'utilisation de bases de données différentes, de méthodologies diverses, de variables non identiques, etc.

Un des aspects les plus étudiés, et aussi un des plus controversés, concerne le rapport entre immigration et vote pour l'extrême droite. Les analyses sur le cas français avaient mis en doute une relation directe entre la présence d'immigrés et le vote pour le FN, en introduisant la notion d'un « *effet halo* » (Pascal Perrineau, 1993), selon lequel ce n'est pas le fait de vivre dans des environnements à forte concentration d'immigrés qui favorise le consensus lepéniste, mais plutôt la crainte un peu fantasmatique d'être encerclés et envahis par une horde d'immigrés (les « *barbari ad portas* »). Crainte qui produit une réaction de peur et conduit donc à se tourner vers ces partis qui portent un discours anti-immigrés. Le fait que le soi-disant « racisme éprouvé » – ce contact direct avec des personnes d'ethnies différentes – ne constitue pas un élément explicatif déterminant du vote pour l'extrême droite nous pousse à porter notre attention au discours xénophobe des partis extrémistes. Ce n'est donc pas le pourcentage d'immigrés, mais plutôt la capacité de pénétration du discours xénophobe dans l'espace public qui porte l'extrême droite. En d'autres termes, la capacité de définition du débat et d'*agenda setting* se révèle décisive pour ces partis.

Pendant de nombreuses années, il y a eu un rejet très marqué des positions xénophobes en Europe par une très large part de l'électorat, même de celui qui se situait plutôt à droite. Mais, à partir des années 2000, ces positions, articulées autour de la défense de l'identité nationale et de la conservation des valeurs traditionnelles – plutôt que du refus xénophobe-raciste –, ont commencé à percer. Comme l'a si bien démontré Tim Bale (2003), dans plusieurs pays

européens les barrières idéologiques dressées contre le discours extrémiste ont commencé à céder. À cet égard, l'impact des événements du 11 septembre a été décisif. Comme on verra plus explicitement par la suite, l'islamophobie alimentée par cette tragédie a été exploitée à fond par les partis d'extrême droite.

Quoi qu'il en soit, c'est justement avec le début de la nouvelle décennie que, pour la première fois, le cordon sanitaire imposé à l'extrême droite est rompu avec l'entrée dans le gouvernement autrichien du FPÖ. Bien que cet épisode ait provoqué des réactions internationales de condamnations extrêmement fermes, avec, par exemple, un moratoire imposé au gouvernement autrichien pendant six mois par l'UE, en réalité, une brèche a bel et bien été ouverte. L'année suivante, la *Ligue du nord* entre dans le deuxième gouvernement de Silvio Berlusconi, et, en 2002, la *Liste Pim Fortuyn* devient un partenaire de la coalition gouvernementale aux Pays-Bas. En Suisse, la radicalisation de l'UDC, à cause du large consensus électoral qu'elle obtient, ne produit aucune tension et le parti reste membre du Conseil fédéral. Toutefois, les critiques grandissantes de faible collégialité adressées aux autres membres du Conseil fédéral ont causé des frictions inconnues depuis des décennies dans le pays, suscitant le boycott du candidat officiel de l'UDC de la part des autres partis membres du Conseil et conduisant les composantes modérées de l'UDC à une scission.

En effet, l'entrée au gouvernement des partis d'extrême droite a souvent été payée par des pertes graves. L'UDC est le seul parti à avoir réussi à augmenter ses suffrages, mais, il s'agit aussi du seul parti historique, présent depuis toujours dans le « directoire » gouvernemental suisse. Contrairement aux autres partis européens, il n'est pas entré au gouvernement après sa radicalisation, mais il y est plutôt resté *malgré* sa radicalisation. Dans le cas du FPÖ, on assiste, au contraire, à une crise du parti due aussi à l'attitude contradictoire de son leader charismatique, Jörg Haider. Après avoir critiqué avec férocité l'attitude bien trop accommodante des membres de son parti entrés au gouvernement et avoir ainsi

causé la fin de la législature – avec des très graves pertes pour le FPÖ aux élections de 2002 (-16,9 % !) – Jörg Haider a continué à ébranler son parti, jusqu'à décider de mener une scission qui conduira, en 2005, à la naissance de l'*Alliance pour l'avenir de l'Autriche* (BZÖ). En sa qualité de chef de ce nouveau parti, Jörg Haider a adopté une politique moins radicale qui a immédiatement permis à la BZÖ de remplacer le FPÖ dans le gouvernement. À cause de leur très forte opposition, les deux partis autrichiens d'extrême droite obtiennent, aux élections de 2006, des résultats plutôt modestes : leur résultat cumulé plafonne en effet à 15,1 %. Il semble ainsi que leur expérience gouvernementale – pendant six ans, de 2000 à 2006, le FPÖ et la BZÖ ont été le *junior partner* de l'ÖVP dans les gouvernements de Wolfgang Schüssel – doive se solder par un échec. Cependant, aux élections de 2008, le FPÖ et la BZÖ regagnent du crédit et obtiennent leur meilleur résultat cumulé depuis leur création, avec, respectivement, 17,5 % et 10,7 % des voix.

La *Liste Pim Fortuyn* (LPF) a connu un tout autre destin. Entrée au gouvernement néerlandais à la suite de son résultat inattendu aux élections de 2002, dû, en très grande partie, à l'émoi causé par l'assassinat du leader charismatique du mouvement, la LPF montre son grand *amateurisme*⁵ et se désagrège aussitôt (elle obtiendra à peine 5,7 % aux élections de l'année suivante et disparaîtra complètement en peu de temps). Cela démontre combien les partis extrémistes entrés dans l'orbite gouvernementale ont tendance à payer le prix fort à cause de leur politique d'*overpromise*, de leur faible expérience de gouvernement et de leur compétence limitée dans des domaines autres que ceux qu'ils privilégient.

Le seul cas contradictoire nous est offert par la *Ligue du Nord* (tableau 5), dont la radicalisation pendant les années 2000, malgré sa participation au gouvernement de Silvio Berlusconi (2001-2006), n'a guère entraîné une réduction de son influence, bien au contraire.

⁵ En français dans le texte (N.d.T.).

Au-delà des fortunes diverses des partis d'extrême droite acceptés au gouvernement, même ceux qui en restent exclus, comme le FN ou le VIB (qui s'est transformé, nominalement, en *Vlaams Belang* suite à une décision de la Cour de Cassation belge), conservent pendant toute la troisième phase un soutien élevé (le résultat négatif du FN aux élections législatives et présidentielles de 2007 n'est pas significatif, vu son retour sensible dès les élections européennes de 2009 et les régionales de 2010). Au contraire, la tendance à l'œuvre durant ces dernières années semble être justement celle d'un recouvrement des forces : si on analyse le graphique 1, au Danemark, en Norvège, Autriche, Suède et Pays-Bas – mais aussi en Grande-Bretagne et en Grèce – ces partis atteignent leurs sommets les plus élevés. Il semble donc que nous assistions à une consolidation et à un renforcement de l'extrême droite. Pour quelles raisons pourquoi ?

Une explication possible nous est donnée par la pénétration du discours extrémiste dans l'espace public des différents pays. Cela a été favorisé par une déclinaison particulière de ce discours suite aux répercussions des événements dramatiques du 11 septembre.

Comme nous le montre avec force documents José Pedro Zúquete (2008), la grande nouveauté des argumentations des partis d'extrême droite réside dans le fait de justifier les préventions contre le monde islamique et les immigrants originaires de ces pays par l'adoption et l'instrumentalisation de thèmes propres à la tradition libérale et au libéralisme culturel. En se fondant sur les thèses soutenues en premier et avec une grande clarté par Pim Fortuyn, d'autres leaders de l'extrême droite européenne pointent aujourd'hui du doigt l'islamophobie en tant que « culture » antithétique des valeurs des civilisations occidentales, des valeurs se référant, d'un côté, à la religion chrétienne et à l'Église, et, de l'autre, aux droits civiques, y compris ceux des femmes, des homosexuels et même des animaux.

Leur attitude anti-islamique a amené ces partis à se positionner beaucoup plus près de l'Église que par le passé. Mis à part le FN, qui avait déjà en son sein une forte composante de catholicisme traditionaliste, incarnée d'abord par Romain Marie et ensuite par Bruno Gollnisch et qui s'exprimait, entre autres, par le soutien au cardinal schismatique Mgr Lefebvre, tous les autres partis étaient assez éloignés ou critiques vis-à-vis de l'Église. Ils critiquaient surtout son discours d'accueil des immigrés. La *Ligue du Nord* représente un cas emblématique de changement de position depuis les critiques les plus vives des années 1990 et du début du XXI^e siècle jusqu'à la défense absolue de la « Chrétienté contre l'Islam ». L'Église est aujourd'hui appréciée pour son rôle de bastion *culturel* contre l'invasion islamique et la bataille de Lépante (qui vit s'affronter en 1571 une flotte chrétienne et une flotte ottomane) devient un important symbole. L'Europe est vue comme devant être rechristianisée pour se battre contre l'Islam et pour défendre les valeurs traditionnelles. Dans l'Angleterre antipapiste, le BNP se déclare fervent soutien de l'Église catholique et du Pape Benoît XVI, dont l'affirmation de la foi chrétienne est plus appuyée que celle de la bien trop accommodante Église anglicane. Le leader du *Vlaams Belang*, Filip Dewinter, récite presque un *mea culpa* pour ne pas avoir assez vite compris et soutenu de façon adéquate l'Église dans son rôle de défense de la civilisation européenne.

Encore plus surprenante est la mutation que le discours anti-islamique introduit dans l'extrême droite en ce qui concerne son antisémitisme : dans ce but, elle abandonne en effet son antisémitisme traditionnel, exaltant au contraire le rôle d'Israël dans sa qualité de bastion de l'Occident au Moyen-Orient et d'expression de la civilisation judéo-chrétienne. Israël devient ainsi un allié dans la lutte contre l'Islam (Guillaume Faye, 2007). Dans ce contexte, nous apparaît comme particulièrement significative, la décision de la nouvelle patronne du FN, Marine Le Pen (fille du chef charismatique du parti), de faire partie de la délégation du Parlement européen pour les rapports avec Israël. De plus, en décembre 2010, on signale la visite en Israël d'une délégation de l'*Alliance européenne des*

mouvements nationaux – un regroupement promu, en particulier, par Bruno Gollnisch (FN), en 2009 –, à laquelle se sont associés d'autres leaders de l'extrême droite, comme Andreas Mölzer, du FPÖ, et Filip Dewinter, du *Vlaams Belang*. La délégation, reçue par certains membres du parlement et autres hommes politiques israéliens, n'a pas raté l'occasion d'exprimer, lors d'une visite des territoires occupés, toute sa sympathie pour les colons et pour la politique d'annexion du gouvernement de Netanyahu (Camus, 2010).

Mais le retournement le plus imprévu est constitué par l'appropriation des thèmes du libéralisme culturel pour combattre l'immigration islamique. Les critiques de certaines traditions culturelles et politiques des pays islamiques et même de la religion islamique, comme la charia, le voile, la lapidation et les mutilations corporelles, l'oppression des femmes et des homosexuels et même les traitements cruels infligés aux animaux à cause de l'abattage rituel (hallal), ont comme fondement l'invocation de droits et de libertés propres aux sociétés occidentales. L'anti-islamisme est ainsi étayé par un discours d'affrontement des civilisations, où les partis d'extrême droite se considèrent comme l'avant-garde de la civilisation occidentale et les défenseurs non seulement de ses composantes chrétiennes mais aussi de ses composantes libérales. Ce *revirement* à 180° est, évidemment, tactique, il signale néanmoins cette évolution imprévue de l'extrême droite.

En conclusion, nous pouvons affirmer qu'en cette fin de la première décennie du XXI^e siècle, les partis d'extrême droite connaissent une nouvelle vague de succès. Leur thème de prédilection est toujours la critique populiste du système démocratique représentatif et ils brandissent encore les thèmes de la défiance et de la crise de légitimité politique. Sur ce grand mât sont hissés les étendards habituels de la xénophobie et de la sécurité, mais également de nouveaux, tels l'islamophobie et la défense de l'Occident chrétien. Ce sont ces derniers aspects qui permettent à l'extrême droite européenne de se renouveler et

de véhiculer de nouveaux messages en direction de l'opinion publique. Le très récent succès du *Parti pour la liberté* (PVV) néerlandais de Geert Wilders (15,5 % des suffrages aux dernières élections législatives de 2010), qui a repris et radicalisé la position de Pim Fortuyn, nous montre que des perspectives politiques s'ouvrent clairement pour l'extrême droite.

Graphique 1. Vote pour l'extrême droite en Europe de l'Ouest (1990- 2010)

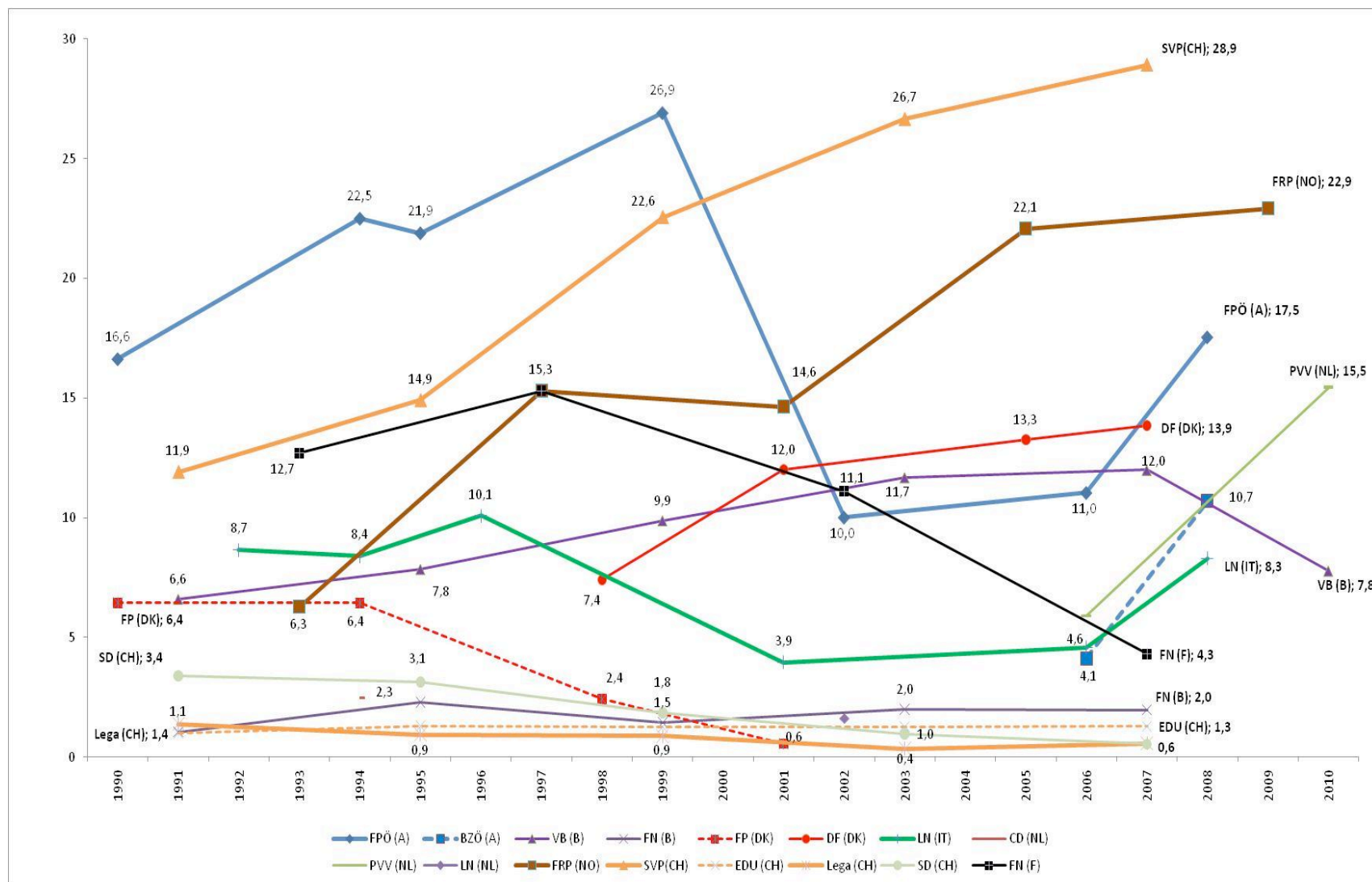


Tableau 1. Votes extrême droite : Autriche 1990-2010

Année	Parti	
	FPÖ	BZÖ
1990	16,6	0,0
1994	22,5	0,0
1995	21,9	0,0
1999	26,9	0,0
2002	10,0	0,0
2006	11,0	4,1
2008	17,5	10,7

Tableau 2. Votes extrême droite : Belgique 1990-2010

Année	Parti	
	VlB	FN
1991	6,6	1,1
1995	7,8	2,3
1999	9,9	1,5
2003	11,7	2,0
2007	12,0	2,0
2010	7,8	-

Tableau 3. Votes extrême droite : Danemark 1990-2010

Année	Parti	
	FRP	DF
1990	6,4	0,0
1994	6,4	0,0
1998	2,4	7,4
2001	0,6	12,0
2005	0,0	13,3
2007	0,0	13,9

Tableau 4. Votes extrême droite : France 1990-2010

Année	Parti
	FN
1993 L	12,7
1995 P	15,0
1997 L	15,3
2002 P	16,9
2002 L	11,1
2007 P	10,4
2007 L	4,3

Tableau 5. Votes extrême droite : Italie 1990-2010

Année	Parti
	LN
1992	8,7
1994	8,4
1996	10,1
2001	3,9
2006	4,6
2008	8,3

Tableau 6. Votes extrême droite : Norvège 1990-2010

Année	Parti
	FRP
1993	6,3
1997	15,3
2001	14,6
2005	22,1
2009	22,9

Tableau 7. Votes extrême droite : Pays-Bas 1990-2010

Année	Parti		
	CD	PPL	LPF
1994	2,5	0,0	0,0
1998	0,0	0,0	0,0
2002	0,0	0,0	17,0
2003	0,0	0,0	5,7
2006	0,0	5,9	0,0
2010	0,0	15,5	0,0

Tableau 8. Votes extrême droite : Suisse 1990-2010

Année	Parti				
	UDC	PEV	PA-PSL	Ligue T.	DS
1991	11,9	1,0	0,8	1,4	3,4
1995	14,9	1,3	1,2	0,9	3,1
1999	22,6	1,3	1,0	0,9	1,8
2003	26,7	1,3	0,7	0,4	1,0
2007	28,9	1,3	0,7	0,6	0,5

BIBLIOGRAPHIE

- Arzheimer (Kai), "Contextual Factors and the Extreme Right Vote in Western Europe, 1980-2002", *American Journal of Political Science*, n° 53, 2009, pp. 259-275.
- Arzheimer (Kai), and Carter (Elisabeth), "Political Opportunity Structures and Right-Wing Extremist Party Success", *European Journal of Political Research*, n° 45 (3), May 2006, pp. 419-443.
- Akkerman (Tjitske), "Anti-Immigration Parties and the Defence of Liberal Values: The Exceptional Case of the List Pim Fortuyn", *Journal of Political Ideologies*, 10 (3), 2005, pp. 337-354.
- Bale (Tim), "Cinderella and her Ugly Sisters: The Mainstream and Extreme Right in Europe's Bipolarising Party Systems", *West European Politics*, 26 (3), July 2003, pp. 67-90.
- Betz (Hans-Georg) and Johnson (Carol Ann), "Against the Current-Stemming the Tide: the Nostalgic Ideology of the Contemporary Radical Populist Right", *Journal of Political Ideologies*, 9 (3), 2004, pp. 311-327.
- Betz (Hans-Georg), *Exclusionary Populism in Western Europe in the 1990s and Beyond*, UNIRID Programme Paper, n° 9, presented at the 2001 Conference on Racism and Public Policy, 2004a.
- Betz (Hans-Georg), *La Droite populiste en Europe : extrême et démocrate ?*, Paris, Autrement, 2004b.
- Biorcio (Roberto), *La Rivincita del Nord : la Lega dalla contestazione al governo*, Roma-Bari, Laterza, 2010.
- Bjørklund (Tor) and Andersen (Jorgen Goul), "Anti-Immigration Parties in Denmark and Norway: The Progress Parties and the Danish People's Party", Martin Schain, Aristide Zolberg and Patrick Hossay (eds.), *Shadows over Europe: the Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2002, pp. 107-136.
- Camus (Jean-Yves), « Contre l'islam, l'extrême droite européenne avec Israël », 2010.
www.rue89.com/2010/12/23/contre-lislam-lextreme-droite-europeenne-avec-israel-182113
- Coffé (Hilde), Heyndels (Bruno) and Vermeir (Jan), "Fertile Grounds for Extreme Right-Wing Parties: Explaining the Vlaams Blok's Electoral Success", *Electoral Studies*, 26 (1), March 2007, pp. 142-155.
- Cole (Alexandra), "Old Right or New Right?; The Ideological Positioning of Parties of the Far Right", *European Journal of Political Research*, 44 (2), March 2005, pp. 203-230.
- Delwit (Pascal) et Poirier (Philippe) (dir.), *Extrême droite et pouvoir en Europe*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles, 2007.

- De Winter (Lieven), "The Vlaams Blok: the Electorally Best Performing Right - Extremist Party in Western Europe", Xavier Casals (ed.), *Political Survival on the Extreme Right: European Movements Between the Inherited Past and the Need to Adapt to the Future*, Barcelona, ICPS, 2005, pp. 93-126.
- Diamanti (Ilvo), "Lega di protesta e Lega di governo", *Rivista il Mulino*, n° 3, 2010, pp. 390-397
- Erk (Jan), "From Vlaams Blok to Vlaams Belang: The Belgian Far-Right Renames Itself", *West European Politics*, 28 (3), May 2005, pp. 493-502.
- Evans (Jocelyn A J), "The Dynamics of Social Change in Radical Right-Wing Populist Party Support", *Comparative European Politics*, 3 (1), April 2005, pp. 76-101.
- Evans (Jocelyn A J) and Ivaldi (Gilles), "An Extremist Autarky: The Systemic Separation of the French Extreme Right", *South European Society and Politics*, 10 (2), July 2005, pp. 351-366.
- Faye (Guillaume), *La Nouvelle Question juive*, Paris, Éditions du Lore, 2007.
- Fallend (Franz), "Are Right-Wing Populism and Government Participation Incompatible?: The Case of the Freedom Party of Austria", *Representation*, n° 40, 2004, pp. 115-130.
- Fieschi (Catherine), "European Institutions: The Far Right and Illiberal Politics in a Liberal Context", *Parliamentary Affairs*, n° 53, 2000, pp. 517-531.
- Grunberg, (Grunberg), Schweisguth (Etienne), « La tripartition de l'espace politique », Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le Vote de tous les refus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 341-362.
- Heinisch (Reinhard), "Success in Opposition – Failure in Government: Explaining the Performance of Right-Wing Populist Parties in Public Office", *West European Politics*, 26 (3), July 2003, pp. 91-130.
- Heidar, K. (2002). "Changing Patterns of Party Competition in Norway: The role of the Progress Party", mimeo.
- Ignazi (Piero), "Changing the Guard on the Italian Extreme Right", *Representation*, n° 40, (2004a), pp. 146-156.
- Ignazi (Piero), « Strappi a destra: Le trasformazioni di Alleanza Nazionale », *Rivista il Mulino*, n° 53, (2004b), pp. 67-76.
- Ignazi (Piero), "The Extreme Right", *South European Society and Politics*, 10 (2), July 2005, pp. 333-349.
- Ignazi (Piero), *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2° ed., 2006.
- Ivarslaflaten (Elisabeth), "The Vulnerable Populist Right Parties: No Economic Realignment Fuelling their Electoral Success", *European Journal of Political Research*, 44 (3), May 2005, pp. 465-492.
- Jacob (Antoine) « L'Europe du Nord gagnée par le populisme de droite », *Politique internationale*, n° 127, 2010, pp. 221-238.
- John (Peter), Margetts (Helen), "The Latent Support for the Extreme Right in British Politics", *West European Politics*, 32 (3), May 2009, pp. 496-513.

- Kessler (Alan E.) and Freeman (Gary P.), "Support for Extreme Right-Wing Parties in Western Europe: Individual Attributes, Political Attitudes, and National Context", *Comparative European Politics*, n° 3, 2005, pp. 261-288.
- Lubbers (Marcel), Gijsberts (Mérove) and Scheepers (Peer), "Extreme Right-Wing Voting in Western Europe", *European Journal of Political Research*, 41 (3), May 2002, pp. 345-378.
- Luther (Kurt Richard), "The FPÖ: From Populist protest to Incumbency", Peter H. Merkl and Leonard Weinberg (eds), *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, London, Frank Cass, 2003, pp. 191-219.
- Luther (Kurt Richard), "The Self-Destruction of a Right-Wing Populist Party?: The Austrian Parliamentary Election of 2002", *West European Politics*, 26 (2), April 2003, pp. 136-152.
- Luther (Kurt Richard), "Die Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) und das Bündnis Zukunft Österreichs (BZÖ)", Keele European Parties Research Unit, *Working Paper*, n° 22, 2005.
- Luther (Kurt Richard), "The Revival of The Radical Right: The Austrian Parliamentary Election of 2008", *West European Politics*, 32 (5), 2009, pp. 1049-1061.
- Mayer (Nonna), « Les Hauts et les bas du vote Le Pen 2002 », *Revue française de science politique*, n° 52, 2002, pp. 505-520.
- Mayer (Nonna), *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002.
- McGann (Anthony J.) and Kitschelt (Herbert), "The Radical Right in the Alps: Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ", *Party Politics*, n° 11, 2005, pp. 147-171.
- Minkenberg (Michael), "The New Radical Right in the Political Process: Interaction Effects in France and Germany", Martin Schain, Aristide Zolberg and Patrick Hossay (eds.), *Shadows over Europe: the Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.
- Minkenberg (Michael), *Demokratie und Desintegration: Der politikwissenschaftliche Forschungsstand zu Rechtsradikalismus, Fremdenfeindlichkeit und Gewalt*, Berlin, Pro-business Verlag, 2005b.
- Minkenberg (Michael) et Perrineau (Pascal), « La droite radicale : divisions et contrastes », Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote européen 2004-2005*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005, pp. 77-103.
- Minkenberg (Michael), "The Radical Right in Public Office: Agenda Setting and Policy Effects", *West European Politics*, 24 (4), October 2001, pp. 1-21.
- Pennings (Paul) and Keman (Hans), "The Dutch Parliamentary Elections in 2002 and 2003: The Rise and Decline of the Fortuyn Movement", *Acta Politica*, n° 38, 2003, pp. 51-68.
- Perrineau Pascal, *Le Symptôme Le Pen : radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997.
- Perrineau Pascal (dir.), *Les Croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001.

- Perrineau Pascal, « La surprise lepéniste et sa suite législative », Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le Vote de tous les refus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 199-222.
- Perrineau Pascal, « L'extrême droite en Europe », Pascal Perrineau et Luc Rouban (dir.), *La Politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, pp. 391-408.
- Petersen (Karina), "The 2005 Danish General Election: A Phase of Consolidation", *West European Politics*, 28 (5), November 2005, pp. 1101-1108.
- Rydgren (Jens), "Is Extreme Right-Wing Populism Contagious?: Explaining the Emergence of a New Party Family", *European Journal of Political Research*, 44 (3), May 2005, pp. 413-437.
- Smith (Jason Matthew), "Does Crime Pay?: Issue Ownership, Political Opportunity, and the Populist Right in Western Europe", *Comparative Political Studies*, 43 (11), November 2010, pp. 1471-1498.
- Swyngedouw (Marc) and Ivaldi (Gilles), "The Extreme Right Utopia in Belgium and France: The ideology of the Belgian Vlaams Blok and of the French Front National", *West European Politics*, 24 (3), July 2001, pp. 1-22.
- Tarchi (Marco), "The Political Culture of the Alleanza Nazionale: an Analysis of the Party's Programmatic Documents, 1995-2002", *Journal of Modern Italian Studies*, n° 8, 2003, pp. 135-181.
- Tarchi (Marco), "The Far Right Italian Style", Xavier Casals (ed.), *Political Survival on the Extreme Right. European Movements Between the Inherited Past and the Need to Adapt to the Future*, Barcelona: ICPS, 2005, pp. 35-50.
- Van der Brug (Wouter), "Voting for the LPF: Some Clarifications", *Acta Politica*, n° 39, 2004, pp. 84-91.
- Van der Zwan (Addy), "How the LPF Fuelling Discontent: A Comment", *Acta Politica*, n° 39, 2004, pp. 79-83.
- Van Holsteyn (Joop) and Irwin (Galen), "Never a Dull Moment: Pim Fortuyn and the Dutch Parliamentary Election of 2002", *West European Politics*, 26 (2), April 2003, pp. 41-66.
- Ysmal (Colette), « Face à l'extrême droite, la droite existe-t-elle? », Pierre Bréchon, Annie Laurent et Pascal Perrineau (dir.), *Les Cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, pp. 139-164.
- Zúquete (José Pedro), "The Extreme Right and Islam: New Directions?", *Journal of Political Ideologies*, 13 (3), 2008, pp. 321-344.

Déjà parus

Cahier n° 1 (janvier 1988, rééd. février 1989)

L'élection présidentielle de 1988 : données de base

Cahier n° 2 (mars 1988)

L'élection présidentielle de 1988 : journée d'étude 29 janvier 1988

Cahier n° 3 (octobre 1988)

Approche politique de la grève en France 1966-1988

Cahier n° 4 (juin 1989)

Crise et radicalisation politique : années 30-années 80

Cahier n° 5 (novembre 1989) épuisé

Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe

Numéro spécial (septembre 1990) épuisé

L'électeur français en questions : tableaux de résultats

Cahier n° 6 (février 1991)

Le vote écologiste : évolutions et structures

Numéro spécial (novembre 1991) épuisé

Rééd. (septembre 1995)

Les électors sous la V^e République : données d'enquête 1958-1995

Cahier n° 7 (mars 1992)

Conflictualité en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux

Cahier n° 8 (décembre 1992) épuisé

Changement social, changement politique à Aulnay-sous-Bois

Pré actes du colloque, tomes 1, 2 et bibliographie (mars 1993)

L'engagement politique : déclin ou mutation ?

Cahier n° 9 (septembre 1993)

Le modèle français de production de la loi

Cahier n° 10, 2 tomes (juin 1994)

Les associations dans la société française : un état des lieux

Cahier n° 11 (décembre 1994)

Les syndicats européens et les élections européennes : matinée d'étude du CEVIPOF du 27 mai 1994

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/459/publication_pdf_cahier.11.pdf

Cahier n° 12 (février 1995) épuisé

Attitudes politiques des agriculteurs : analyses & commentaires

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/458/publication_pdf_cahierducevipof12.pdf

Cahier n° 13 (septembre 1995)

Les collectifs anti-front national

Cahier n° 14 (décembre 1995)

L'espace politique en milieu rural : les maires des communes de moins de 10 000 habitants

Cahier n° 15 (juin 1996)

La famille dans la construction de l'Europe politique : actes du colloque L'Europe des familles, Paris, CNRS, 17-18 novembre 1995

Cahier n° 16 (mai 1997)

La République aujourd'hui : mythe ou processus

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/454/publication_pdf_cahier.16.pdf

Cahier n° 17 (juin 1997)

Les énarques en cabinets : 1984-1996

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/453/publication_pdf_cahierducevipof17.pdf

Cahier n° 18 (novembre 1997)

La Citoyenneté. Le Libéralisme. La Démocratie

Cahier n° 19 (mai 1998)

Le dialogue national pour l'Europe : un débat européen à l'épreuve des réalités locales »

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/451/publication_pdf_cahier.19.pdf

Cahier n° 20 (août 1998)

Le Racisme. Le Multiculturalisme

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/450/publication_pdf_cahier.20.pdf

Cahier n° 21 (janvier 1999) épuisé

Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : une évolution inévitable ? Irréversible ?

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/449/publication_pdf_cahier.21.pdf

Cahier n° 22 (janvier 1999) épuisé

La spirale de Vilvorde : médiatisation et politisation de la protestation

Cahier n° 23 (mai 1999)

Les Adhérents socialistes en 1998

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/447/publication_pdf_cahier.23.pdf

Cahier n° 24 (mai 1999)

Les attitudes politiques des fonctionnaires : vingt ans d'évolution

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/446/publication_pdf_cahierducevipof24.pdf

Cahier n° 25 (septembre 1999)

Le Front national en Bretagne occidentale : sociologie politique et géographie locale du vote FN

Cahier n° 26 (janvier 2000)

Les préfets de la République 1870-1997

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/444/publication_pdf_cahierducevipof26.pdf

Cahier n° 27 (juin 2000) épuisé

Les adhérents du Parti communiste français en 1997 : enquête

Cahier n° 28 (juin 2000) épuisé

Les braconniers de la politique : les ressorts de la conversion à Chasse Pêche Nature et Traditions

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/442/publication_pdf_cahierducevipof28.pdf

Cahier n° 29 (juin 2000)

L'archipel paysan : une majorité devenue minorité

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/441/publication_pdf_cahier.29.pdf

Cahier n° 30 (octobre 2001)

Internet au service de la démocratie ? : le cas d'Attac

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/440/publication_pdf_cahierducevipof30.pdf

Cahier n° 31 (juin 2002) épuisé

L'Inspection générale des Finances 1958-2000 : quarante ans de pantouflage

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/439/publication_pdf_cahierducevipof31.pdf

Cahier n° 32 (septembre 2002) épuisé

L'idée de progrès : une approche historique et philosophique suivie de : *Eléments d'une bibliographie*
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/438/publication_pdf_cahierducevipof32.pdf

Cahier n° 33 (janvier 2003)

Don et recherche de soi, l'altruisme en question : aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International

Cahier n° 34 (février 2003)

Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politique

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/436/publication_pdf_cahierducevipof34.pdf

Cahier n° 35 (mars 2003)

Le fait religieux à l'école : actes du colloque national 17 novembre 2001

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/435/publication_pdf_cahierducevipof35.pdf

Cahier n° 36 (novembre 2003)

La démocratie

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/434/publication_pdf_cahierducevipof36.pdf

Cahier n° 37 (avril 2004) épuisé

La dynamique militante à l'extrême gauche : le cas de la Ligue communiste révolutionnaire

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/433/publication_pdf_cahiers.du.cevipof.n.37.pdf

Cahier n° 38 (janvier 2005)

Sondages d'opinion et communication politique

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/432/publication_pdf_cahierducevipof38.pdf

Cahier n° 39 (avril 2005) épuisé

Interpréter les textes politiques

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/431/publication_pdf_cahierducevipof39.pdf

Cahier n° 40 (avril 2005) épuisé

Public/Privé : la culture sociopolitique des salariés en Europe

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/430/publication_pdf_cahierducevipof40.pdf

Cahier n° 41 (mai 2005)

Une sanction du gouvernement mais pas de l'Europe : les élections européennes de juin 2004

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/429/publication_pdf_cahier.41.pdf

Cahier n° 42 (juillet 2005)

Le référendum de ratification du Traité constitutionnel européen : comprendre le « Non » français

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/428/publication_pdf_cahier.42.pdf

Cahier n° 43 (septembre 2005)

Autour du communautarisme

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/427/publication_pdf_cahier.43.pdf

Cahier n° 44 (juin 2006)

L'évaluation des politiques publiques entre enjeu politique et enjeu de méthode

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/426/publication_pdf_cahier.44.pdf

Cahier n° 45 (mars 2007)

Colloque Jean Touchard

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/425/publication_pdf_cahier.45.jean.touchard.pdf

Cahier n° 46 (avril 2007)

Baromètre politique français (2006-2007)

Cahier n° 47 (juillet 2007)

Regards croisés sur les sondages d'opinion (Catalogne, Espagne, France)

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/423/publication_pdf_cahier.47.cevipof.pdf

Cahier n° 48 (avril 2008)

Salariés et producteurs agricoles: des minorités en politique

Cahier n° 49 (mai 2008)

Le Conseil d'État 1958-2008 : sociologie d'un grand corps

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/421/publication_pdf_cahier.49.cevipof.pdf

Cahier n° 50 (janvier 2009)

François Goguel, haut fonctionnaire et politiste

Cahier n° 51 (septembre 2009)

L'interprétation sociologique des résultats électoraux : l'exemple des élections françaises de 1974 à 1979

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/488/publication_pdf_cahier_51.2.pdf

Cahier n° 52 (septembre 2010)

Les parlementaires et l'environnement

http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/667/publication_pdf_cahier_52.cevipof.pdf

CEVIPOF - Centre de recherches politiques de Sciences Po
98, rue de l'Université - 75007 Paris
Tél : +33 (0) 1 45 49 51 05
www.cevipof.com

Les Cahiers du CEVIPOF